



USAID
DU PEUPLE AMERICAIN



Centre d'Etudes, de Recherche et de
Formation en Langues Africaines



RAPPORT CONSOLIDE DES ACTIVITES DU CERFLA EN 2020

NINEA : 0293689 OS 6 - BP 47039 Dakar - Liberté
Espace Résidence « Les Dunes » Appt. n°1414 Dakar, Sénégal
Tél. : (221) 33 832 27 86 Fax : (221) 33 832 27 97
E-mail : cerfla@orange.org
www.cerfla.org



SIGLES ET ABBREVIATIONS

ADEREF	: Réseau des organisations de femmes de Linguère et de Ranérou
ADEPAL	: Association pour le Développement de l'Elevage Pastoral de Labgar
ADEREF	: Arwande Dental Rewbe Ferlo
AGR	: Activité Génératrice de Revenus
ADID	: Association pour le développement Intégré de Dahra
AG	: Assemblée Générale
ANSD	: Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
ASUFOR	: Association des Usagers d'un Forage
AVSF	: Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières
CEDEAO	: Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest
CERFLA	: Centre d'Etudes, De Recherche et de Formation en Langues Africaines
CNCR	: Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux
CONGAD	: Conseil des Organisations non Gouvernementales d'Appui au développement
CRAFS	: Cadre de réflexion et d'Action sur le Foncier au Sénégal
DIRFEL	: Directoire des Femmes en Elevage
FCFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
FENAFILS	: Fédération Nationale des Acteurs de la Filière lait Local au Sénégal
FJKE	: Fedde Jukkere Endam de Tordione
FGPF	: Fédération des Groupements de Promotion Féminine
GPF	: Groupement de Promotion Féminine
GRN	: Gestion des ressources Naturelles
HEKS EPER	: Hilfswerk der Evangelischen Kirchen Schweiz (Entraide Protestante Suisse)
ISRA / BAME	: Institut Sénégalais de Recherches Agricoles / Bureau d'Analyses Macro Economiques
JNE	: Journée Nationale de l'Elevage
MEPA	: Ministère de l'Elevage et des Productions Animales
OCB	: Organisation Communautaire de Base
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PPZS	: Pôle pastoral Zones Sèches
PQ	: Programme Quadriennal
RODEC	: Réseau des Organisations pour le Développement Communautaire
UTL	: Unité de Transformation Laitière
USAID	: Agence des Etats Unis pour Développement International

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS	i
I. CONTEXTE.....	3
II. BILAN QUANTITATIF (EN ANNEXES)	4
III. ANALYSE DES REALISATIONS	4
3.1. <u>PARTENARIAT avec HEKS EPER</u> (Programme d'appui au renforcement de la résilience des communautés du Ferlo : Améliorer la capacité de résilience et la sécurité alimentaire des ménages des communautés touchées par le programme)	4
3.2. <u>PARTENARIAT avec USAID</u> (Projet de renforcement des capacités institutionnelles et techniques locales d'intervention sur la gouvernance des ressources pastorales PRECIT ou USAID-Wellitaare)	25
IV. AUTRES ACTIVITES	32
V. ANALYSE DU PARTENARIAT	33
VI. ENSEIGNEMENTS TIRES / LECONS APPRISES.....	35
VII. DIFFICULTES RENCONTREES / DEFIS.....	36
VIII. PERSPECTIVES/MESURES A PRENDRE POUR FAIRE FACE AUX DEFIS .	36
ANNEXE :	38
Réalisations dans le cadre du Programme Quadriennal (HEKS EPER).....	38
Réalisations dans le cadre du projet USAID Wellitaare	48

I. CONTEXTE

Les projets du CERFLA ont été mis en œuvre en 2020 dans un contexte marqué par des événements à plusieurs niveaux.

- Comme partout dans le monde le Sénégal a dû faire face à la **crise sanitaire** liée à la **COVID-19**. Pour endiguer la pandémie, des mesures ont été prises dont le respect de mesures barrières, l'instauration d'un état d'urgence (proclamé le 23 mars et levé le 29 juin).
- Sur le **plan politique** un **gouvernement d'union nationale**, élargi à des leaders de l'opposition, a été mis en place ; à noter aussi la nomination, par le Président de la République à la ***présidence du Conseil Économique Social et Environnement*** (CESE) du leader du parti d'opposition « REWMI ».
- Au niveau **macro-économique**, le **taux de croissance** de l'économie sénégalaise, qui se positionnait au-dessus de 5% depuis 6 ans, a été **fortement réduit par la crise sanitaire** pour se positionner à **-0,7%** en 2020 selon le FMI¹.
- Une forte **émigration clandestine des jeunes** qui empruntent des pirogues de fortune a entraîné la perte de près d'un millier de jeunes dans les océans et installé un **malaise social** dans le pays.
- Le scandale foncier sur le littoral dakarois et des spoliations foncières au niveau de plusieurs collectivités territoriales du pays ont relancé les débats sur le processus de **réforme foncière** par la société civile. Aussi un **décret** modifiant le décret numéro 72-1288 du 27 octobre 1972 relatif aux conditions d'affectation des terres du domaine national (les terres comprise entre 0 et 50 ha devraient être approuvées par le commandement territorial) a été pris par le Chef de l'État.
- **Sur le plan environnemental :**
 - ✓ les mesures prises pour faire face à la pandémie à COVID-19 ont eu comme conséquence la **perturbation de la transhumance et la baisse du prix du bétail** dans la zone sylvo pastorale, une surcharge des pâturages déjà insuffisants et la coupe abusive des arbres.
 - ✓ Il a été noté une **baisse des cas de feux de brousse** enregistré grâce à une meilleure collaboration entre les services des Eaux et Forêts et les collectivités territoriales.
 - ✓ l'enregistrement d'une **bonne pluviométrie au Ferlo** a permis à la zone d'intervention du CERFLA de bénéficier d'une **bonne couverture végétale**.

Malgré un contexte sanitaire qui a perturbé la mise en œuvre des projets durant le premier semestre le CERFLA a pu réaliser l'essentiel des activités prévues en 2020 et obtenir des résultats profitables à ses partenaires à la base.

¹ Fonds Monétaire International

II. BILAN QUANTITATIF (EN ANNEXES)

III. ANALYSE DES REALISATIONS

3.1. PARTENARIAT AVEC HEKS / EPER : Programme d'appui au renforcement de la résilience des communautés du Ferlo (Améliorer la capacité de résilience et la sécurité alimentaire des ménages des communautés touchées par le programme)

Objectif général : *Améliorer la capacité de résilience et la sécurité alimentaire des ménages des communautés touchées par le programme.*

Indicateur de l'objectif général : *Au moins 70% ménages bénéficiaires ont amélioré leur sécurité alimentaire (nombre de mois de couverture des besoins alimentaires, habitat, accès aux besoins primaires) par rapport à la valeur de base.*

De façon générale les ménages qui couvraient leurs besoins alimentaires sur toute l'année (12 mois) ont ressenti les effets de la COVID-19 puisque leur taux de couverture est passé de 8% en 2019 à 3 % en 2020.

Notons par ailleurs selon une analyse de la dispersion des ménages selon les classes par mois de couverture des besoins alimentaires, il y a eu une augmentation soutenue des ménages de la classe 7-9 mois qui est en croissance régulièrement (cela veut aussi dire qu'une partie de la classe 0-3 mois a rejoint la classe (5-7 mois) et (7-9 mois). Le % de ménages couvrant ses besoins alimentaires sur 3 mois est passé de 25% en 2019 à 10% en 2020.. Les entretiens informels menés avec des éleveurs de la zone d'intervention montrent que les effets de la pandémie sur les revenus ont été faibles car, durant la période de fermeture officielle des marchés, des vendeurs intermédiaires ou « *Dioula* » se déplaçaient à travers les campements pour acheter le bétail. Cette situation cache une chute de l'économie locale avec une baisse de 54% des revenus cumulées par rapport à 2019. C'est surtout au niveau de la classe 9-12 que les effets ont été les plus durs avec une baisse de 5 points du nombre de ménage couvrant ses besoins alimentaires sur 9mois et plus, comparativement à l'année précédente. Pour les autres classes, l'appui en aliment de bétail (État, ONG, ...), les dons alimentaires multiples et la bonne pluviométrie de cette année, ont contribué à amoindrir le manque à gagner causé par les restrictions.

En effet, il ressort des enquêtes réalisées en décembre 2020 que **81%** des ménages des agro-pasteurs font état d'une couverture de leurs besoins alimentaires (CBA) supérieure à la moyenne de base (c'est-à-dire 5 mois) alors que **l'objectif visé en 2020 est de 60%**. Cette performance serait liée à l'adoption par les bénéficiaires de pratiques de résilience adaptées à leur milieu physique et les mesures de soutien fournies pour soutenir l'économie et les ménages face aux effets de la pandémie.

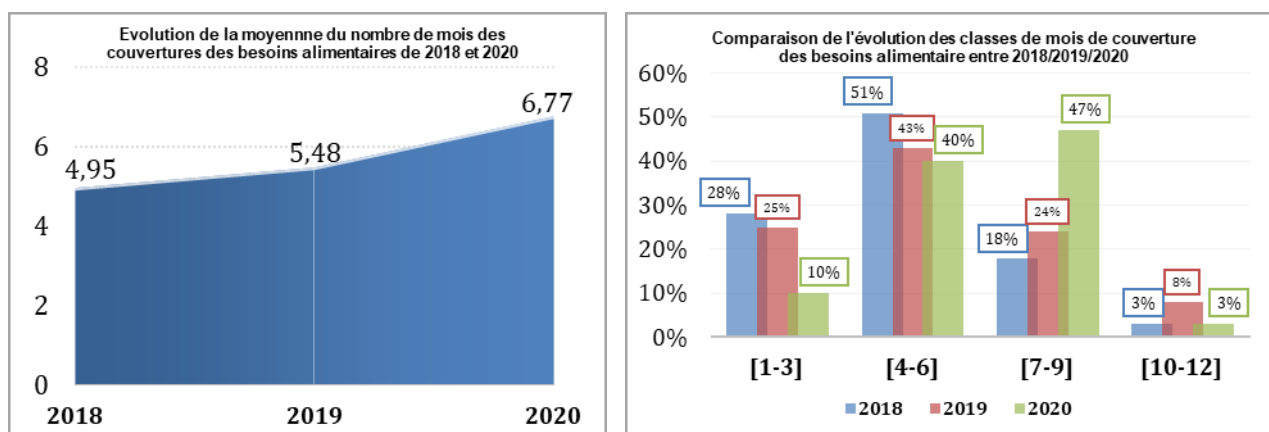


Figure 1 : Evolution de la moyenne de CBA et comparaison de l'évolution des classes de CBA

Source : Enquête de suivi annuel du PQ du CERFLA décembre 2020

HKI 1 : Nombre de pasteurs (126 000) ayant obtenu l'accès sécurisé (titre légal, droit collectif d'usufruit) sur au moins 87 500 ha (Ranch de Dolly) de terres réservées exclusivement au pâturage.

Par rapport à l'accès à la terre, 73% des personnes enquêtées déclarent avoir accès à la terre en 2020 contre 76% en 2019. Ces données concernent la sécurisation des espaces réservés à l'habitation, aux champs de culture, car bien que l'on soit dans une zone d'élevage on note une poussée de l'agriculture à certains endroits même si l'élevage pastoral y est « sécurisé » par l'affectation de zones dédiées à l'élevage comme le ranch de Dolly. Toutefois des efforts restent à faire dans la légalisation même si les droits coutumiers sont des droits encore tolérés au Sénégal.

Dans le cadre du processus de sécurisation de l'espace et des activités pastorales les autorités locales ont pris des dispositions idoines :

- A Dodji le Conseil Municipal a décidé de réserver l'axe Bowé-Porane exclusivement aux activités pastorales.
- A Labgar les populations ont, sous le leadership du Conseil Municipal, mobilisé des fonds pour la réhabilitation et l'entretien de 75 kms de paires feux.
- Des mesures ont été prises à Barkédji par le Maire et son Conseil Municipal pour « freiner » les affectations foncières à des privés avec une limite maximale de 5 ha par affectation.
- la plupart des communes partenaires ont affecté une part de leur budget à la lutte contre les feux de brousse en 2020.
- Aucun acte administratif sécurisant durablement le domaine pastoral du ranch de Dolly n'a été pris par les pouvoirs publics.

Cette situation dénote une prise de conscience et d'initiatives locales de plus en plus fortes pour sécuriser les droits fonciers individuelles et collectives / pastoralisme dans les différentes communes.

SUR LE PROCESSUS DE RENFORCEMENT DE LA MOBILISATION SOCIALE DES ACTEURS POUR LA PRISE D'ACTES EN FAVEUR DU PASTORALISME

Objectif spécifique 1 : « Amener les autorités à prendre des actes (textes et lois) sur le pastoralisme à travers les mobilisations sociales des acteurs locaux sur le foncier pastoral, les parcours et la sécurisation des ressources pastorales ».

Indicateur de l'objectif spécifique 1 : Nombre d'actes (textes et lois sur le pastoralisme ranch de Dolly et code pastoral) pris par l'autorité qui intègrent les propositions des acteurs sur les espaces pastoraux, les parcours et la sécurisation des ressources pastorales.

- En 2020, les populations résidentes dans le ranch de Dolly ont profité d'une manifestation contre une décision prise par le Ministère de l'Élevage pour relancer les autorités publiques sur l'urgence de définir un **modèle de gestion pour le Ranch « Djibo Leyti KÂ » de Dolly et l'adoption d'un décret qui consacre sa vocation pastorale**, sans suite.
- Le **code forestier**, promulgué en 2018, est plus favorable aux acteurs du pastoralisme car la connaissance, les conventions locales et la notion de forêt gérée proche de la définition de l'UP, a été **traduit en langue nationale « pulaar » par le CERFLA** en collaboration avec le Ministère de l'environnement (Conseiller juridique) et en cours de diffusion au niveau des OCB et Collectivités Territoriales partenaires.
- Pour répondre aux sollicitations des communautés pastorales dont la Responsable départementale du DIRFEL de Linguère et le Président du RODEC l'État du Sénégal a affecté deux milliards de FCFA pour l'achat d'aliments de bétail permettant ainsi une **prise en compte du pastoralisme dans les fonds COVID-19**.
- Le Président de la République a aussi déclaré que la **transition agro écologique** (TAE) est un axe prioritaire et un des cinq initiatives majeures du PAP2 du PSE suite à l'audience avec les acteurs de la DYATES.

Les leaders du pastoralisme participent aux processus de définition des textes et lois sur le foncier et la gestion des ressources pastorales

Indicateur de résultat 1.1 : Nombre d'initiatives prises en faveur de l'accès au foncier et aux ressources pastorales.

Plusieurs initiatives ont été prises par les partenaires en 2020 dans le cadre de la sécurisation du foncier pastoral et des ressources pastorales :

- la réfection de pare-feux à Labgar ;
- l'élaboration de plans d'actions et de rapports d'activités par les UP soumis au Conseil Municipal de Vélingara-Ferlo, etc) ;
- la décision prise par le Conseil départemental de Ranérou d'organiser un conseil spécial sur la transhumance avant les périodes de transhumance ;

- une volonté affichée par les Parlementaires et Élus des départements de Linguère et de Ranérou de mettre en place un groupe de Députés pro pastoralisme pour défendre, au niveau de l'Assemblée Nationale, les intérêts des communautés pastorales ;
- la prise de décision par KAWRAL de Younouféré et EGAB de Dayane visant la création d'un cadre unifié d'actions synergiques de lobbying et du plaidoyer pour une meilleure sécurisation du foncier pastoral et le développement de l'élevage ;
- la promesse tenue par la plupart des Maires d'affecter une ligne budgétaire destinée à la gestion des ressources pastorales.

L'application et le suivi des initiatives prises ou non encore effectives a été freiné avec l'apparition de la maladie COVID-19 et seront relancés en 2021. La mobilisation directe des acteurs a chuté de plus de la moitié à cause de la pandémie. Pour maintenir les échanges avec ses partenaires à la base le CERFLA a dû faire recours, en 2020, aux réseaux sociaux (whatsApp, etc) afin de pouvoir partager des informations et entretenir les dynamiques surtout au premier semestre avec l'annonce des mesures barrières à respecter.

Tableau 1 : Nombre de personnes touchées en 2019 / 2020 sur les thématiques pastorales

Thématiques	Nombre de personnes touchées en 2019	Nombre de personnes touchées en 2020	Total
Code Forestier	298	121	419
Code pastoral	321	0	321
Conventions locales	239	26	265
Réforme foncière	0	121	121
Acte 3 de la décentralisation	35	40	75
Transhumance et conflits	0	56	56
Total	893	364	1257

Une affirmation des réseaux pour la conduite d'activités de plaidoyer sur les problématiques liées au foncier pastoral

Indicateur de résultat 1.2 : *Nombre de plaidoyers sur les questions pastorales et de développement réalisés par les réseaux.*

- Le président du réseau des organisations communautaires (RODEC) a interpellé les autorités locales et nationales sur la situation du sous-secteur du pastoralisme face aux effets de la pandémie et à la suite de la fermeture des marchés hebdomadaires (commercialisation du bétail). Une interpellation relayée par trois (03) organes de presses nationaux et une radio locale.
- L'OCB Nanondiral, membre du RODEC, a mené un plaidoyer auprès des autorités administratives pour la reprise des activités de l'ONG HEIFER International à Dolly, suspendu par le Ministère de l'Élevage. Les populations de Dolly ont tenu, à cet effet, plusieurs conférences de presse et des actions de protestation pour interpeller les autorités et pour montrer leur mécontentement.
- Les membres de l'OCB FJEA de Tordione et les leaders locaux avaient interpellé, en 2019, les autorités locales et administratives de Linguère pour la réouverture de l'école élémentaire du village et l'instauration d'un système de bonne gestion du forage. Les

actions de plaidoyer et la forte mobilisation des populations ont abouti à la réouverture de l'école, l'affectation d'un enseignant, la dotation de l'école en table-bancs et le démarrage des cours au mois de janvier

- Le DIRFEL² de Boulal a mené un plaidoyer auprès des autorités communales pour la subvention de l'eau utilisée par les femmes dans leurs parcelles de culture fourragère.
- Au niveau de Barkédji, le DIRFEL a acquis une parcelle dans l'espace communal pour y construire une unité de transformation laitière suite au plaidoyer mené par ses membres en direction du Conseil Municipal.

Vers la prise d'actes en faveur de la sécurisation du foncier et des ressources pastorales par les décideurs

Indicateur de résultat 1.3 : *Nombre d'actes pris en faveur de la sécurisation du foncier et des ressources pastorales par les décideurs (3) / Nombre de décideurs (État et Collectivités Territoriales) ayant pris connaissance des propositions de sécurisation des ressources pastorales faites par la communauté pastorale / Nombre d'engagements pris par les décideurs sur la sécurisation des ressources pastorales.*

- Au niveau national les leaders d'OCB ont rencontré et échangé sur des questions d'enjeux de développement avec l'ancien (devenu Ministre du développement communautaires lors du dernier remaniement) et le nouveau Ministre de l'Élevage et des Productions Animales (foncier pastoral, Ranch de Dolly, avant-projet de code pastoral, ...), le Directeur des Eaux, Forêts et Chasses (transmission du code forestier traduit en pulaar), le Ministre de l'environnement (remise du code forestier traduit en pulaar pour adoption et publication), le Directeur de la Grande Muraille Verte (partenariat).
- Au niveau local, les activités du plaidoyer sur la sécurisation du foncier pastoral ont touché les deux (02) Préfets des départements de Linguère et de Ranérou, les Honorables Députés des départements de Linguère et de Ranérou, un Conseiller du Conseil Économique Social et environnemental (atelier sur la transhumance et les conflits, partages des études réalisées en 2019, etc), 12 Maires du département de Linguère et 3 Maires du département de Ranérou, 73 Chefs de village et 115 Conseillers Municipaux.
- Le plaidoyer pour la promotion du lait local a été porté en 2020 par le Président de la Fédération nationale des acteurs de la filière lait local au Sénégal (dont plusieurs OCB partenaires sont membres) lors du festival « *alimenTerre* » organisé par le Conseil National de Concertation des Ruraux (CNCR) à laquelle ont pris part nos partenaires à la base comme la Présidente de ADEREF, la Présidente du DIRFEL de Thiargny et la Secrétaire Générale du DIRFEL de Barkédji. Des alliances y ont été nouées pour une poursuite du plaidoyer mais aussi pour une collaboration dans le cadre des activités économiques.

² Directoire des Femmes en Élevage

SUR L'AUGMENTATION DES REVENUS DES BÉNÉFICIAIRES MEMBRES DES ORGANISATIONS PARTENAIRES PAR LA VALORISATION DES RESSOURCES LOCALES

Objectif spécifique 2 : Augmenter les revenus des bénéficiaires membres des organisations partenaires par la valorisation des ressources locales.

Indicateur de l'OS 2 HKI 2 : Au moins 60% des bénéficiaires membres des organisations partenaires ont augmenté leurs revenus issus de la valorisation des ressources locales de 5% par rapport à la moyenne de base (*lait, embouche, produits forestiers non ligneux*).

Les types de production développés par les bénéficiaires sont la **production animale (91%)** et la **production végétale (68%)** avec une progression de la culture fourragère et du maraîchage dont le nombre de pratiquants est passé de 49% en 2019 à 68% en 2020).

A la suite de plusieurs actions d'appui menées en 2020 en direction des partenaires une enquête a été réalisée sur un échantillon de 134 bénéficiaires pour mesurer l'évolution des revenus. Voir dans tableau.

Figure 2 : Changements de revenus auto-perçus

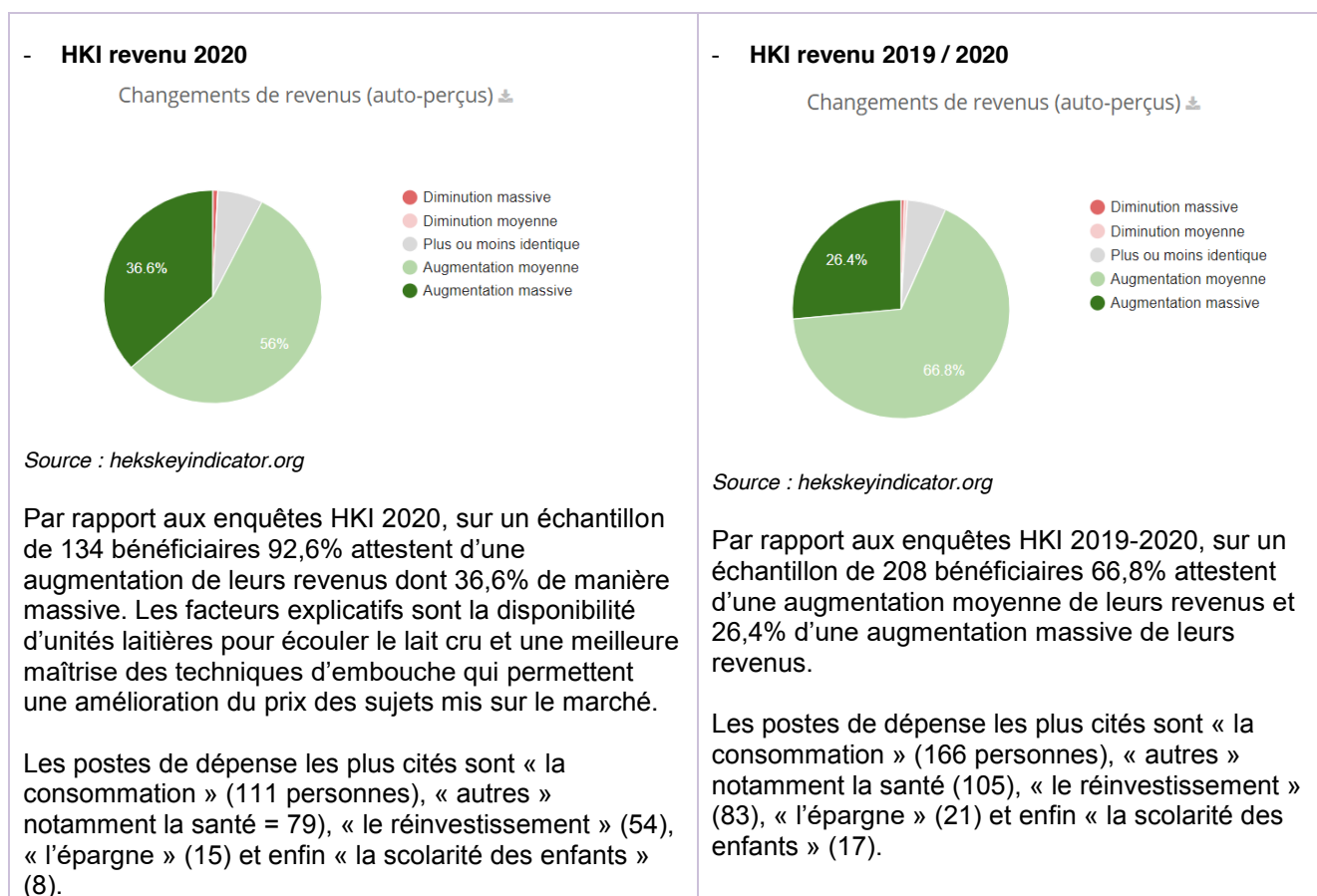
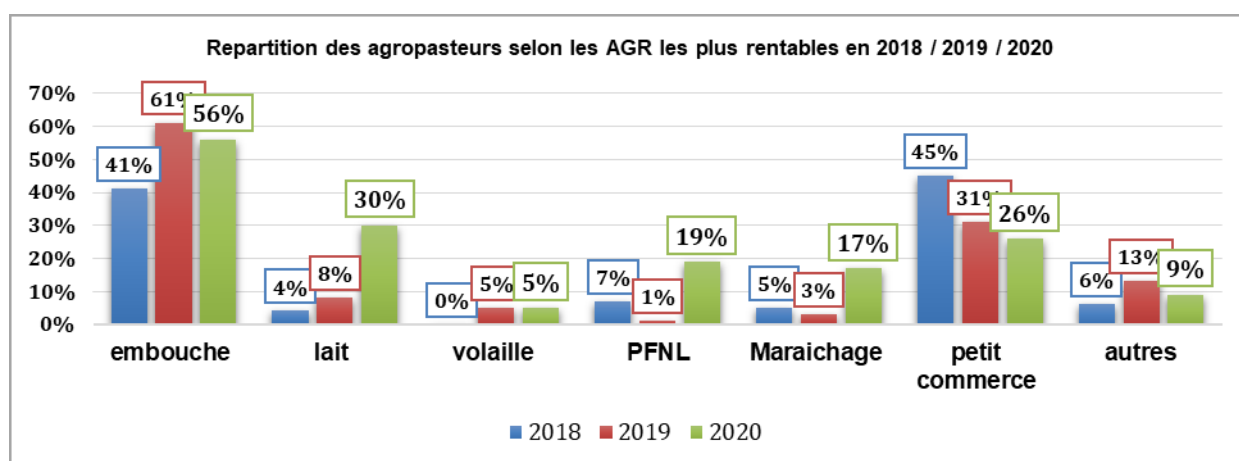
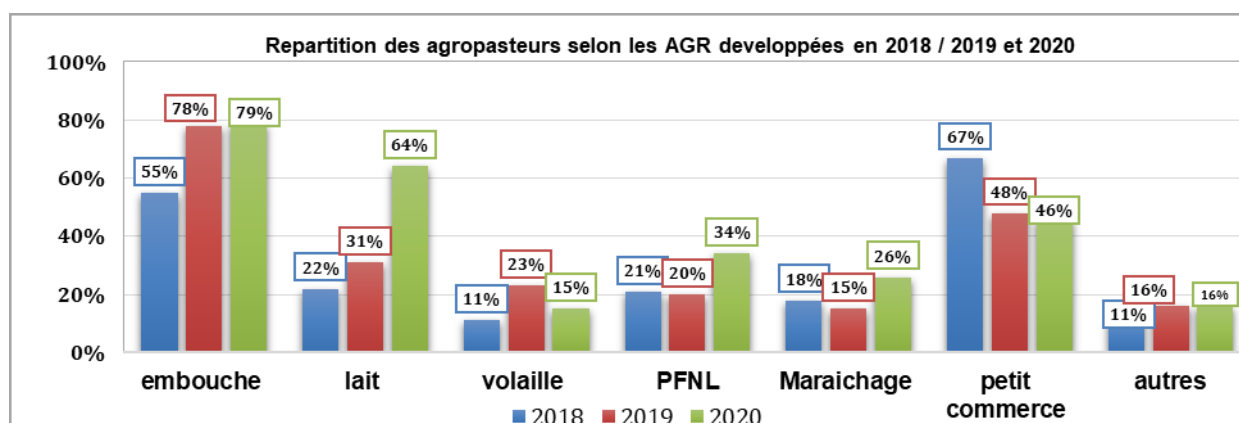


Figure 3 : Répartition des agropasteurs selon les AGR développées



Source enquête annuel PQ CERFLA

Embouche

L'embouche (ovine, bovine et caprine) est l'activité économique la plus pratiquée par les bénéficiaires du projet (**78%** des acteurs pratiquaient cette activité génératrice de revenus en 2019 et **79%** continuent de la pratiquer en 2020).

En termes de rentabilité l'activité est passée de 61% en 2019 à 56% en 2020. Cette baisse est principalement liée à la crise sanitaire. Durant le premier semestre, il a été effectivement constaté une forte baisse des prix du bétail. En guise d'exemple les ovins dont le prix était d'environ 45 000 FCFA l'unité ont été vendus moyenne à 20 000 FCFA.

À la suite de la réouverture des marchés hebdomadaires, les bénéficiaires ont pu se rattraper engrangeant un flux financier d'environ **34 991 625 FCFA** pour l'année 2020.

En 2020 **157** femmes ont bénéficié d'un appui en aliment de bétail pour palier les effets de la COVID-19 en plus du fourrage issu de leurs jardins de « neema » qui contribue à réduire drastiquement les charges liées à l'alimentation du bétail. Ce qui leur a permis de mettre sur le marché 2 390 moutons (1 316 par la FGPF de Dodji ; 1 074 par le DIRFEL de Barkédji) dans le cadre de « l'opération Tabaski ». En termes de revenus tirés de la commercialisation de ces moutons engraisés on peut citer deux cas :

- la Présidente de la FGPF de Dodji qui a fait de la semi-stabulation pour 30 sujets qu'elle a vendu et gagné **2 281 000 FCFA** en 2020, soit environ **76 000 FCFA par animal** ;

- Une femme membre du DIRFEL de Boulal a aussi pratiqué et vendu 3 bœufs, 20 moutons, 15 chèvres, 14 volailles et fournit 80 litres de lait à l'UTL de Boulal avec des recettes de **2 195 000 FCFA**.

A noter que la couverture des besoins alimentaires au niveau des ménages de ces deux femmes est de neuf (09) mois.



Stabulation de quelques sujets nourris exclusivement au Neema

Production et transformation laitière

■ À **Boulal**, 72 femmes ont fourni régulièrement du lait frais à la laiterie leur ayant permis de gagner un montant global de **1 525 790 FCFA** en 12 mois (soit 21 000 FCFA en moyenne par femme). Parmi elles deux ont fourni entre 50,9 et 81 litres par mois à l'unité de transformation laitière pour un coût de 200 FCFA en moyenne par litre ; soit des revenus compris entre 10 000 et 16 000 FCFA par mois. Ce qui a généré des revenus annuels compris entre **192 000 et 120 000 FCFA** par mois.

Cependant même si la laiterie du DIRFEL Boulal enregistre des pertes en termes financiers comparées à ce qu'elle aurait pu enregistrer du fait d'une mauvaise gestion par ses membres on constate une augmentation des revenus de ses membres et du nombre de productrices qui fournissent du lait à la laiterie.

Au niveau des unités laitières la situation est la suivant :

■ À **Dodji**, le chiffre d'affaire annuel est de **592 770 FCFA** (charges annuelles = 2 222 630 FCFA ; produits = 2 815 400 FCFA). La production laitière a été de **868** litres en 2020 contre **362,5** litres en 2019 soit une hausse de **505,5** litres. Cette augmentation de la production s'explique par le fait que les femmes membres de l'organisation qui sont les principales fournisseurs de lait de la laiterie adoptent de plus en plus la culture fourragère pour l'alimentation du bétail et donc certaines bêtes ne transhument plus.

■ A **Barkédji**, l'UTL a transformé environ **1 236 litres** de lait en fromage et yaourt en 2020 avec des charges d'environ **887 600 FCFA**, des produits de **1 307 600 FCFA** soit un chiffre d'affaire de **420 000 FCFA**.

Un problème majeur est l'introduction du lait en poudre « célia » dans certaines laiteries. À ce sujet des échanges francs doivent être menés avec les responsables des OCB partenaires pour revenir sur une utilisation exclusive du lait local dans le cadre du partenariat sinon réorienter l'appui exclusivement en direction des fournisseurs de lait d'autant que la plupart d'entre elles sont impliquées dans le processus de plaidoyer pour la promotion du lait local au Sénégal.

Maraîchage et culture fourragère

- De 18% en 2019 la production issue du maraîchage est passée à 26% en 2020. Cette évolution est due essentiellement au processus de renforcement des bénéficiaires sur les techniques de culture et à la pratique d'activités résilientes permettant de pallier les besoins en couverture alimentaire des ménages et du bétail.
- Sur le nombre d'OCB ou de personnes actives dans la pratique du maraîchage on peut noter :
 - ✓ à Tordionne = 72 femmes dans le périmètre collectif ;
 - ✓ à Dodji = 05 GPF sur 32 ;
 - ✓ à Labgar = 6 sections membres sur 13 ;
 - ✓ à Barkédji = 06 cellules membres sur 52 ;

Sur un total de 5 830 bénéficiaires (membres des OCB partenaires du PQ) environ 672 femmes pratiquent le maraîchage actuellement. Par rapport au nombre total de personnes soutenues, le pourcentage est de 11,52 %.



Périmètre maraîcher collectif (Labgar) et périmètre fourrager individuel (Kodiolèl) clôturés avec l'appui du projet



Périmètre individuel fourrager / embouche à Dodji et périmètre maraîcher collectif à Tordione

Production et vente de PFNL

- Le pourcentage des personnes actives sur l'exploitation de produits forestiers non ligneux (PFNL³) est passé de 21% en 2018 à 34% en 2020 soit une hausse de +13%. La rentabilité de l'activité a aussi connu un bond passant de 7% en 2018 à 19% en 2020.
- A titre illustratif, du 1^{er} au 29 décembre 2020, la commune de Labgar a produit **90 397 kg** de jujube vendu 200 FCFA le kg.
- Un total de soixante-six (66) femmes originaires de quatre villages de la commune de Labgar (Mbaldiel, Labgar Maure, Téthierlo, Asré Kodioly) ont vendu 32,25 tonnes de jujube, balanites et gomme arabique pour un chiffre d'affaire de **4 650 000 FCFA** ; **soit en moyenne 70 450 FCFA par femme**.
- À Dodji aussi des femmes des villages de Bély Oly, Dassgourou et Porame s'investissent dans le ramassage de *l'acacia radiana*, un produit alimentaire très prisé par les petits ruminants. Ainsi, en 2020 vingt-six (26) bénéficiaires ont produit 80 sacs au prix unitaire de 1 000 FCFA soit 80 000 FCFA, produit 127 sacs de 50 kg de balanites pour des revenus évalués à 307 500 FCFA. Pour la gomme arabique, un bénéficiaire issu de la communauté villageoise de Bély Oly a produit 6 sacs de 50 kg pour un prix de 1 500 FCFA le kg soit 450 000 FCFA de revenus générés.

Des initiatives concertées de développement et de régulation des filières sont prises par les acteurs au niveau local voire au niveau national (fixation des prix, adoption de technologie, accès crédit, aliments, cahiers de charge, contractualisation, prélèvement, services aux membres, bilan, renouvellement, etc.)

Indicateur de résultat 2.1 : *Nombre d'initiatives concertées de développement et de régulation des filières lait et petits ruminants prises par les acteurs des maillons de la production et de la transformation et des tables multiacteurs touchés par le projet.*

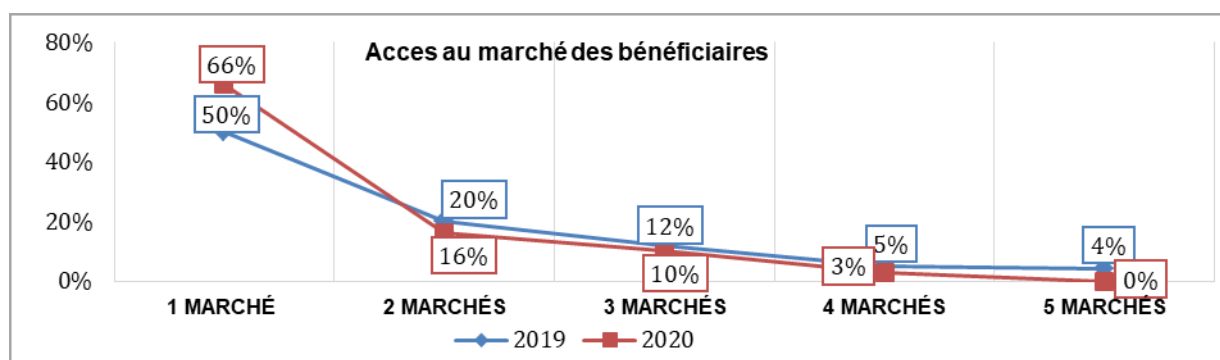
- Le DIRFEL de Barkédji a initié un crédit revolving (la calebasse du DIRFEL) et un système de passage du don (redistribution des bénéfices tirés du crédit revolving) : tous les trois mois l'OCB achète des petits ruminants qu'elle donne à dix (10) cellules tirées au hasard (encourager les membres par une amélioration des revenus et/ou les races pour les femmes qui pratiquent l'embouche) qui, à leur tour, l'affectent à deux de leurs membres. Ce processus est aussi dupliqué au niveau de chaque cellule. Au total soixante-six (66) femmes de vingt un (21) cellules ont pour l'instant bénéficié de cet appui rotatif en petits ruminants. Ce qui permet aux femmes d'entreprendre des AGR et d'améliorer leurs revenus.
- En décembre 2020, le CERFLA a organisé avec l'appui technique de l'Institut de Technologie Alimentaire (ITA) et de l'Association Sénégalaise pour la Normalisation, (ASN) une rencontre avec la participation de toutes les unités de transformation laitière du département de Linguère dans le cadre d'un processus de labellisation des produits laitiers issus de la zone sylvopastorale.

³ Produits Forestiers Non Ligneux

Indicateur de résultat 2.2 : 80 % des membres des organisations partenaires ont augmenté le nombre de marchés où ils vendent leurs produits.

Il ressort de l'enquête annuelle de suivi des indicateurs 2020 que 95% des bénéficiaires enquêtés disent avoir accès à des marchés soit urbains ou ruraux. En moyenne, 13% des pasteurs ont accédé entre 3 et 5 marchés en 2020 contrairement à 2019 où 21% avaient accès aux mêmes proportions de marchés. L'enquête montre que 44% des agropasteurs vendent au moins dans plus de 2 marchés, 66% en 2020 contre 50% en 2019 au niveau d'un seul marché, 20% en 2019 contre 16% au niveau de 2 marchés, 12% en 2019 contre 10% en 2020 au niveau de 3 marchés, 5% en 2019 contre 3% en 2020 au niveau de 4 marchés et enfin 4% en 2019 contre 0% au niveau de 5 marchés.

Figure 4 : Évolution de l'accès au marché des bénéficiaires



Source enquête annuel PQ CERFLA

Les données montrent une tendance décroissante de l'accès au marché en 2020 du fait principalement de la crise sanitaire qui avait limité les déplacements interurbains et interdit les marchés hebdomadaires sur presque 3 mois.

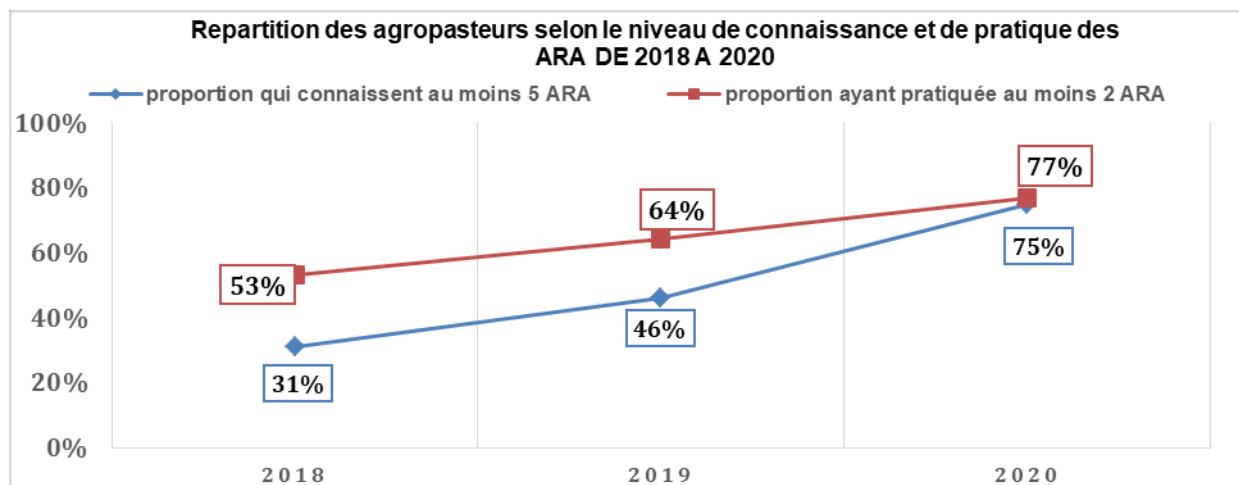
Les principaux marchés fréquentés par les partenaires à la base sont Dodji, Bakédji, Linguère, Labgar, Dahra, Boulal, Louguéré Thiolly, Younouféré et Vélingara. Le marché hebdomadaire de Dahra est l'un des plus grands marchés de bétail de la sous-région et permet l'écoulement de la production animale. Les enquêtes révèlent, d'ailleurs, que 95% des agro-pasteurs ont accès aux marchés, soit urbain ou rural, pour commercialiser leurs produits (autres produits et productions animales) soit la même valeur que l'étude de base.

Face à la crise sanitaire une stratégie de commercialisation a été initiée par le DIRFEL de Boulal qui ouvert une boutique de proximité qui sert de point de vente des produits de l'OCB.

Les Communautés partenaires sont résilientes face aux changements climatiques et à ses effets et les membres des GPF partenaires développent des activités génératrices de revenus résilientes (embouche, lait, produits forestiers non ligneux, production fourragère, etc.)

Indicateur de résultat 2.3 : 70% des bénéficiaires développent au moins deux bonnes pratiques de résilience / 80% des bénéficiaires connaissent au moins cinq bonnes pratiques de résilience.

Figure 5 : Répartition des agropasteurs selon le niveau de connaissance et de pratique des Activités Résiliente Adaptée (ARA)



Source enquête annuel PQ CERFLA

La figure précédente montre que **la proportion des bénéficiaires qui connaissent au moins 5 activités de résilience adaptées est de 31% en 2018, 46% en 2019 et 75% en 2020**. Les sensibilisations et formations sur les itinéraires techniques de culture fourragère et de maraîchage ont largement contribué à l'atteinte de cet indicateur dont la valeur cible en 2020 est de 60% soit 15% de plus. Pour rappel, en 2020 les activités relatives à la culture fourragère et au maraîchage ont touché au total 508 acteurs dont 89,9% de femmes.

Par rapport à la pratique des activités de résilience adaptées (ARA), le pourcentage en 2020 est de 77% de bénéficiaires qui pratiquent au moins deux bonnes pratiques de résilience. Rappelons par ailleurs que ce pourcentage était de 53% lors de l'étude de base et de 64% en 2019. Cette progression s'explique par le fait que la plupart des bénéficiaires ont adopté la culture fourragère et le maraîchage surtout dans la commune de Dodji.

C'est ce niveau de connaissance assez conséquent qui a entraîné un niveau de pratique important des activités de résilience. A titre illustratif, 79% ont pratiqué au moins quatre (4) activités de résilience adaptées ou plus contre seulement 20% en 2019 et 3% lors de l'étude de base.

Par rapport à la pratique des activités génératrices de revenus résilientes, l'embouche arrive en tête avec 83% suivie de la production laitière (39%), l'exploitation des PFNL (38%), le maraîchage et la culture fourragère avec respectivement 37% et 36%.

Indicateur de résultat 2.4 : Au moins, 30 membres des GPF développent 02 AGR résilientes.

Au total, depuis le démarrage du PQ, **54 personnes** pratiquent la **culture fourragère** dans les différents sites du projet et 30 GPF, cellules et sections de façon collective.

- Avant le démarrage du projet, en 2019, aucune OCB de femmes et aucune personne ne s'activait dans la culture fourragère ; une preuve que **le PQ du CERFLA est en train de contribuer à la diffusion de cette technologie** contribuant ainsi à une plus grande résilience des communautés pastorales où les éleveurs sont souvent confrontés à la problématique de l'alimentation de leur bétail.
- En 2019, 14 bénéficiaires du PG avaient introduit la technologie dans la commune de **Dodji** à la suite d'une visite d'échanges réalisée à Barkédji dans le champ de culture fourragère du « *neema* » de la Présidente du DIRFEL. Or, en 2020, ce sont 32 bénéficiaires du programme qui ont pratiqué la culture fourragère de façon individuelle (soit un doublement des femmes qui la pratiquent).
- À **Tordione**, elle est pratiquée au niveau du périmètre collectif et une femme la pratique de façon individuelle.
- À **Barkédji**, sur 10 cellules récemment appuyées dans la technologie, neuf (09) cultivent la plante fourragère « *neema* » et 15 femmes la pratiquent individuellement.
- À **Labgar**, sur 13 sections membres 04 pratiquent actuellement la culture fourragère et le maraîchage ; soit 31% des sections membres de l'OCB ADEPAL⁴.

Chaque année, au moins une convention locale de gestion des ressources pastorales est mise en œuvre par une commune partenaire

Indicateur de résultat 2.5 : *Nombre de conventions locales mises en œuvre / Nombre de conventions locales élaborées et validées par les parties prenantes.*

Les conventions locales sont conçues aujourd'hui comme des instruments d'impulsion du développement local et de sécurisation des acteurs et de leur environnement.

C'est dans cette perspective que le CERFLA a appuyé les populations des communes de Barkédji et de Vélingara-Ferlo autour d'initiative de réglementation. La traduction de ces initiatives processus en convention locale pour **réglementer l'affectation de terres, la coupe abusive du bois et l'implantation anarchique de fours de charbon de bois**, des fléaux qui gangrènent le processus de sécurisation durable des ressources naturelles sont en cours.

- Pour apporter une solution à ces pratiques nuisibles, le Conseil Municipal de **Barkédji** a, effectivement, pris l'initiative de ne plus affecter plus de 5 hectares de terre dans le territoire communal. Et en concertation avec les acteurs concernés, les Conseillers ont défini des zones de culture, des zones de pâturages et de passage des animaux pour réduire au maximum les conflits entre agriculteurs et éleveurs surtout les transhumants du nord qui arrivent en masse dans la commune en saison sèche et les transhumants du Sine Saloum (centre du pays) en période de saison des pluies.
- La commune de **Vélingara-Ferlo** a aussi défini les zones de culture, d'habitat et d'installation des transhumants en partenariat avec les Unités Pastorales (UP) pour particulièrement éviter les conflits entre les différents acteurs. Le conseil municipal a

⁴ Association pour le Développement Pastoral de Labgar

maintenu le zonage défini lors de la première expérience d'élaboration du budget participatif avec l'accompagnement du CERFLA.

SUR LE PORTAGE DU DEVELOPPEMENT DU TERROIR PAR LES ACTEURS LOCAUX (COLLECTIVITES TERRITORIALES ET OCB)

Objectif Spécifique 3 : *Faire porter le développement du terroir par les acteurs locaux (Collectivités Locales, Réseaux et OCB à travers le renforcement de capacités institutionnelles et organisationnelles des acteurs locaux ».*

Indicateur de l'OS3 : *Au moins, 50% des OCB et réseaux portent le développement de leur terroir (plaidoyer, défense des intérêts des membres, mise en relation pour l'accès aux crédits, mise en place d'un périmètre maraîcher, ouverture d'une classe d'alphabétisation, signature de convention de partenariat, culture fouragère, valorisation produits de cueillette, etc).*

- La plupart des activités menées dans le cadre de l'objectif spécifique 3 ont concerné le démarrage de la campagne d'alphabétisation et la mise en place d'espaces villageois d'échanges et d'apprentissages communautaires « EVEAC ». Cinq (05) classes d'alphabétisation ont été ouvertes dans le département de Linguère en 2020. Au total cent soixante (160) auditeurs dont 85% de femmes ont été inscrites pour suivre les apprentissages en langue pulaar à Tokoba, à Guentou Diaby (Tordione), à Dassgourou (Dodji), à Toung (Barkédji) et à Mbaldiel (Labgar).
- A la fin de l'année 2020 un outil d'auto-évaluation de la performance institutionnelle et financière a été administré aux comités directeurs des organisations partenaires dans la mise en œuvre du PQ et sur la base de critères portant sur :
 - ✓ les **aspects administratifs** dont l'objet et la mission de l'OCB, la disponibilité de textes de base de l'OCB, le fonctionnement, la mémoire institutionnelle, la capacité de l'OCB à planifier des activités et enfin l'approche genre et la mobilisation sociale pour le volet institutionnel ;
 - ✓ les **aspects financiers** l'organisation de la comptabilité, la gestion de la trésorerie, des dépenses et des produits et la gestion des biens et équipements des OCB.

À la suite de l'auto-évaluation on a pu noter une bonne évolution des performances institutionnelles et financières de la plupart des OCB sauf pour les OCB de Dodji (FGPF et KAWTAL) où les tendances sont plus ou moins moyennes.

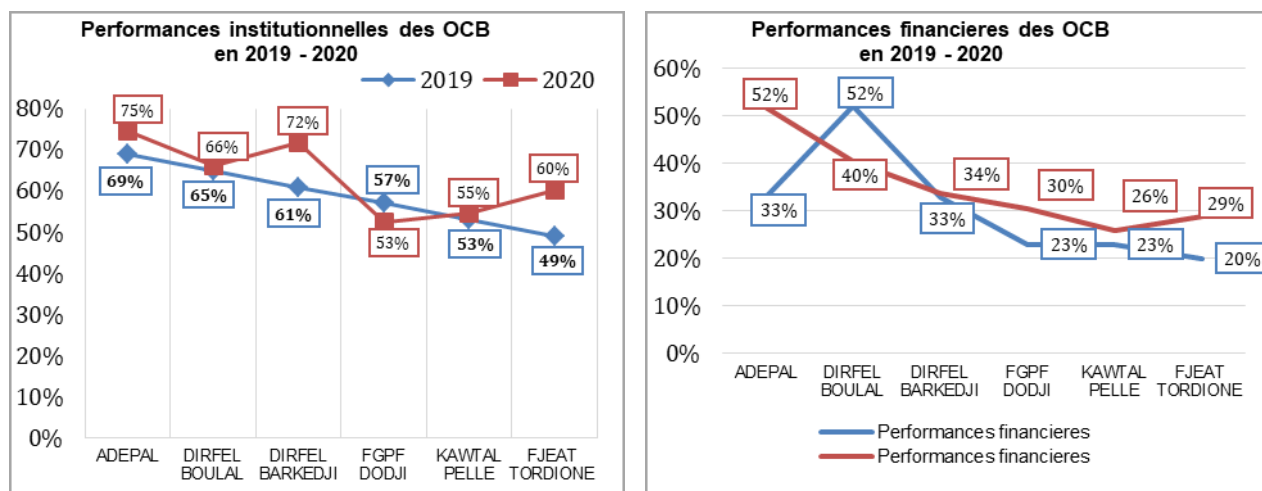
Le DIRFEL de Boulal connaît aussi une baisse de ses performances financières qui passent de 52% en 2019 à 40% en 2020⁵ ; cette régression serait due à la gestion « nébuleuse » de l'unité de transformation laitière.

⁵ Les performances institutionnelles sont mesurées à travers la compréhension par les membres de l'OCB de l'objet et de la mission de leur organisation, la disponibilité de textes de base (récépissé de déclaration, règlement intérieur et statut), la mémoire institutionnelle, la capacité de l'OCB à planifier et à mettre en œuvre des activités de développement communautaire. Cette mesure se fait avec des questions fermées sur une échelle de 1 à 5.

En résumé, il ressort de cette évaluation qu'en termes de performance institutionnelle la moyenne est passée de 59% en 2019 à 63% en 2020 et les performances financières⁶ connaissent une petite hausse, passant de 31% en 2019 à 35% en 2020.

On constate une tendance globale vers plus d'autonomie des OCB (prise d'initiatives avec la COVID-19, plus de présence dans les instances locales de prises de décisions communautaires, diversification du partenariat, actions de plaidoyer, etc).

Figure 6 : Evolution de la performance institutionnelle et financière des OCB



Source enquête annuel PQ CERFLA

Différentes actions de développement ont été entreprises par les OCB durant l'année 2020 contribuant au développement de leurs terroirs, à leur renforcement institutionnel et technique :

■ **L'OCB FJEAT *fedde jokkere Endam Aynaabe* de Tordione**

- ✓ Développement du partenariat avec la commune de Barkédji (bulletins de naissance, etc) et des services techniques (scolarisation des enfants, etc).
- ✓ Réouverture de l'école élémentaire.
- ✓ Installation d'un comité consensuel de gestion du forage suivant un processus de concertation inclusif et avec des autorités administratives et locales (Sous-Préfets et Maires).
- ✓ Pratique de la culture fourragère et du maraîchage par les femmes (renforcement de la cohésion sociale et réinvestissement dans les activités économiques et sociales).
- ✓ Renforcement du membership de l'organisation (de 166 membres en 2019 à 226 membres avec 65% de femmes) et du capital financier (de 176 650 FCFA en 2019 à 295 350 FCFA).

■ **Le DIRFEL de Barkédji**

- ✓ Affectation par le Conseil Municipal d'une parcelle pour la construction du siège de l'OCB.

⁶ Les performances financières sont mesurées à travers la maîtrise, par les membres d'une organisation, des outils de comptabilité, la gestion de la trésorerie et la gestion des biens et équipements.

- ✓ Contribution dans la lutte contre la COVID-19 : 200 000 FCFA et 1 100 masques au comité départemental de Linguère ; 60 000 FCFA, 300 masques, 10 thermo flash, des produits sanitaires au conseil municipal et au poste de santé ; distribution de masques aux talibés, aux éleveurs du marché à bétail et aux mosquées.
- ✓ financement de 5 millions du FONSTAB (MEPA) pour l'embouche ovine grâce à une mise en relation entreprise par le CERFLA.
- ✓ Élargissement du partenariat avec d'autres organisations comme la Maison Des Éleveurs (MDE).

Le DIRFEL de Barkédji est aujourd'hui devenue l'une des cellules communales les plus actives du Directoire National en Élevage (DINFEL) qui fait souvent recours à ses résultats dans la recherche de partenaires au niveau national. Son capital financier est passé de seize millions huit cent mille francs (16 800 000 FCFA) en 2019 à dix-huit millions soixante-dix mille francs (18 070 000 FCFA) ; soit une hausse de plus de deux millions (2 000 000 FCFA) en une année. Le nombre de ses cellules est aussi passé de 50 en 2019 à 55 cellules en 2020 ; soit une adhésion de cinq (5) nouvelles cellules c'est-à-dire 125 femmes.

■ **L'Association pour le Développement Pastoral de Labgar (ADEPAL) de Labgar**

- ✓ Renouvellement des instances exécutives en 2020 sous la supervision du conseil municipal et des services techniques (bonne pratique de gouvernance).
- ✓ Contribution financière à hauteur 18 500 FCFA en appui au comité communal de lutte contre la COVID-19.
- ✓ Participation aux actions d'information et de sensibilisation sur la COVID-19 à travers la radio communautaire de Labgar.
- ✓ Développement de la culture fourragère par les femmes membres (villages de Téthierlo, Baddé, Labgar Wolof et Labgar Thianor).
- ✓ Prise d'initiatives : le facilitateur de l'EVEAC de Mbaldiel tient un registre pour le recensement des naissances et décès dans les communautés villageoises.
- ✓ Plaidoyer mené par les populations du village de Mbaldiel qui a abouti à l'attribution, par le conseil Municipal, d'un parc vaccination.

■ **Le DIRFEL de Boulal**

- ✓ Réception, le 28 juin, d'une nouvelle unité de transformation laitière, entièrement construite et équipée par le PRAFS.
- ✓ Plaidoyer en direction des autorités communales pour la baisse du coût de l'eau au niveau des périmètres fourragers des femmes ; le lobbying se poursuit.
- ✓ Pratique par au moins 10 femmes membres du DIRFEL de la culture fourragère et démultiplication (apprentissage par les paires) dans les villages membres.
- ✓ Faible prise en charge par les leaders de l'OCB des questions d'enjeux de développement local notamment la gestion des pâturages, la préservation des ressources locales, la bonne gouvernance, la concertation.

■ **KAWTAL PELLE de Dodji**

L'organisation KAWTAL PELLE de Dodji compte actuellement 11 sections et environ 450 membres. Conscients de la léthargie au niveau de la dynamique organisationnelle,

les leaders ont mis en place un comité scientifique pour redynamiser l'organisation à travers des initiatives notamment :

- ✓ Le réaménagement de 21 km de pare-feu afin de lutter contre les feux de brousse. sur l'axe Guentou Ndawedji-Naffi, une initiative approuvée par Sous-Préfet et le Maire.
- ✓ L'animation tous les lundis par le Secrétaire Général de l'OCB d'émissions de sensibilisation à la radio communautaire de Dodji, portant sur des aspects relatifs au pastoralisme du contenu au nouveau code forestier (2018) traduit en pulaar par le CERFLA;
- ✓ L'élargissement au Président de Président de KAWTAL de la commission communale de distribution de l'aliment du bétail, qui en devient le Secrétaire Général.

■ La FGPF de Dodji

- ✓ Contribution financière de 50 000 FCFA pour l'achat de savons distribués aux 32 GPF membres dans le cadre de la riposte COVID-19 : le lavage des mains étant une des mesures barrières qui permettent de stopper la propagation de la maladie, l'OCB a tenu, à travers ce geste, à sensibiliser davantage les femmes sur l'importance des gestes barrières.
- ✓ La Présidente de la FGPF a aussi été coptée pour être membre du comité local de lutte contre la COVID-19 et en même temps, pour la première fois, membre de la commission de distribution des intrants agricoles (semence arachide).
- ✓ Limites notées dans la dynamique institutionnelle : une faible animation organisationnelle et une faiblesse dans la construction de la cohésion entre les membres par les leaders de l'organisation faïtière.

Sur les neuf (09) organisations partenaires du PQ, quatre (FJEA de Tordione, DIRFEL de Barkédji, ADEPAL de Labgar et la FGPF de Dodji) ont pris des initiatives salutaires pour leurs communautés : plaidoyer, défense des intérêts des membres, mise en relation pour l'accès aux crédits, mise en place de périmètres maraîchers et fourragers, ouverture de classes d'alphabétisation, signature de convention de partenariat, valorisation produits de ceuillette, etc.

Les collectivités locales développent des pratiques de bonne gouvernance (budget participatif, bilan annuel, implication des acteurs locaux dans les cadres de concertation, etc.).

Indicateur de resultat 3.2 : *Nombre de collectivités territoriales partenaires qui développent au moins 2 principes et bonnes pratiques de gouvernance.*

■ Collectivité territoriale de Vélingara-Ferlo

Au niveau de la commune de Vélingara-Ferlo il a été remarqué en 2020 que les pratiques qui affectent la cohésion sociale des groupes sont, entre autres :

- ✓ les affectations foncières concernant le domaine national,
- ✓ la rétention d'information avec un soubassement politique (conflits récurrents entre différentes tendances politiques de la mouvance présidentielle),
- ✓ la multiplication de l'exploitation forestière (coupe de bois, de charbon).

Ainsi, compte tenu d'un climat social tendu lié aux affectations foncières (un suivi du registre foncier de la commune a permis de constater, qu'entre 2011 et 2013, plus de 200 personnes ont eu accès à la terre dans ladite commune, les surfaces affectées variant entre 5 hectares et 1 000 hectares et le plus souvent attribuées à des Chefs religieux pour usage agricole), l'obstruction des parcours du bétail et le risque de conflits entre éleveurs résidents et transhumants (la commune de Vélingara-Ferlo, le carrefour des transhumants allant vers le Saloum, ou retournant dans le Waalo, est une zone de repli pour les sérères en période hivernale) l'équipe du CERFLA a réalisé un appui-conseil en direction du Conseil Municipal sur l'utilisation d'un registre foncier actualisé qui recenserait les numéros d'identification des affectataires de parcelles car l'ancien modèle ne prenait pas en compte cette modalité.

A la suite de cet appui les actions suivantes ont été retenues :

- ✓ tournées tous les trois (3) mois par le Maire dans différentes localités pour identifier les difficultés, potentialités, besoins, priorités des populations et organiser une assemblée générale de synthèse à la fin avec l'ensemble des acteurs (conseil municipal, chefs de village, leaders OCB, services techniques, partenaires techniques et financiers) et partager les informations majeures issues des rencontres ; cette activité n'a pas encore pu être réalisée par le Maire à cause de la COVID-19,
- ✓ sensibilisation des élus de la commune sur la nouvelle réforme portant sur l'acte 3 de la décentralisation,
- ✓ concertations avant affectation foncière et mise en place d'une convention sur les procédures d'affectation foncière,
- ✓ renforcement des actions d'informations sur les activités de la commune à travers la radio communautaire.

A noter aussi que le Sous-Préfet de Vélingara-Ferlo a manifesté toute sa disponibilité à accompagner le processus qui devrait permettre de répondre aux préoccupations des populations.

Le Conseil Municipal, par la voix du Maire, s'est aussi engagé à voter un budget sensible au genre en décembre 2020 permettant d'affecter des ressources aux différentes organisations de femmes de la commune.



Réunion de concertation au Conseil Municipal de Vélingara-Ferlo

■ **Collectivité territoriale de Barkédji**

- ✓ La commune de Barkédji a lancé un processus d'élaboration d'une convention locale pour réglementer l'implantation des fours à charbon et la coupe abusive de bois avec l'appui technique du CERFLA. Un Draft de la convention, élaboré avec le Conseil Municipal et les Chefs de village, est disponible. Il est prévu d'organiser

un atelier de partage (restitution) au niveau de la commune au premier semestre de l'année 2021 avant d'en faire une large diffusion.

✓ Le Maire s'est aussi engagé à inscrire dans le budget une ligne spécifiquement destinée à l'achat de carburant pour lutter contre les feux de brousse dans son territoire communal vu l'importance du fourrage.

■ Collectivité territoriale de Labgar

✓ Au niveau de la commune de Labgar, on note l'application de la convention locale sur le zonage de l'espace pastoral par les populations. Le respect du zonage réduit sensiblement les conflits entre agriculteurs et éleveurs.

✓ L'UP de Labgar et le Conseil Municipal ont mené une action commune en 2020 dans la lutte contre les feux de brousse afin de préserver les pâturages. Dans le cadre de cette initiative, chacun des 40 Conseillers Municipaux et des 66 Chefs de villages a cotisé 10 000 FCFA. Ce qui fait un total de 1 060 000 FCFA qui a servi à réhabiliter 160 km de pare-feux afin d'anticiper les feux de brousse.

✓ La commune de Labgar a aussi contractualisé avec un cabinet nommé « *Aide Afrique* » en partenariat avec le Projet de développement Inclusif et durable de l'agrobusiness au Sénégal (PEDIDAS) pour se doter d'un cadastre rural et des outils de gestion foncière réactualisés.

■ Collectivité territoriale de Dodji

A l'instar des autres communes Dodji a procédé au vote d'un budget consacré à la lutte contre les feux de brousse et la délibération de 2 000 ha pour le PRODAC au niveau du village de Kadji Madja pour un projet d'insertion des jeunes à travers des fermes modèles. Après plusieurs années de conflit sur le choix du site, la zone désignée est une aire de pâturages mais les concertations ont permis une relocalisation du site..

Les leaders des OCB partenaires utilisent les bonnes pratiques de gestion administratives et financières et les femmes de plus en plus présentes dans les instances de décision locales

Indicateur de résultat 3.2 : Nombre de leaders des OCB partenaires qui utilisent au moins 2 bonnes pratiques de gestion administratives et financières (tenue des outils de gestion administrative et financière, **dimension administrative** (CR, procès-verbaux de réunions, rapports, plan d'action, bilan annuel périodique, application des règles de fonctionnement, tenue des réunions périodiques, renouvellement des instances) **dimension financière** (registre des membres, bilan financier, journal de caisse tenue, cahier entrée/sortie de fonds tenu, carnet de banque, cotisations mobilisées par au moins 70% des membres qui cotisent).

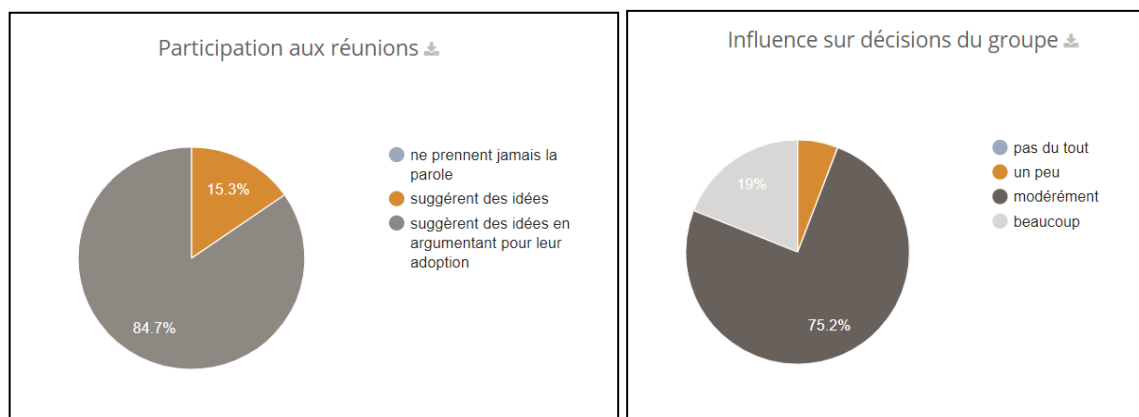
■ **Le DIRFEL de Barkédji** établit un compte-rendu après chaque réunion tenue, dispose d'un registre de tous ses membres, ... et tient une comptabilité légère pour la gestion financière (journal de caisse, cahier de suivi des cotisations des membres) ; l'organisation a élaboré aussi des règles internes de fonctionnement (respect des principes d'utilisation des ressources financières de l'OCB) et est devenu un modèle de référence pour le Directoire National des Femmes en Élevage (DINFEL).

- La **FGPF de Dodji** dispose également d'un registre où toutes les personnes ou ménages ayant bénéficié de son appui dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 sont recensés. En ce qui concerne la gestion du périmètre fourrager collectif de l'unité laitière, la Présidente avait pris une décision de payer une personne pour l'arrosage aux frais de la FGPF mais cette initiative n'a pas été retenue par le Comité Directeur de l'organisation ; elle démontre toutefois le recours à des principes de démocratie interne mais aussi des prises de décisions autoritaires de certains leaders d'où la récurrence des tensions internes. Des efforts sont à consentir à ce niveau de même que dans la tenue d'outils financiers pour les AGR (comme le cahier de caisse, ...).
- Pour l'**OCB KAWTAL** des procès-verbaux (PV) de réunions et un outil de gestion des fonds de crédit de l'organisation tenu par le SG existent.
- Au niveau de l'**OCB ADEPAL** il y a un registre bien tenu pour les PV de réunions, un cahier de caisse pour les dépenses mais il est noté une timide utilisation de pièces comptables.
- La Secrétaire Générale **DIRFEL de Boulal** tient des outils de gestion mais il faut relever une mauvaise utilisation des outils de gestion financiers.

En résumé, on note une évolution globalement positive dans la tenue d'outils de gestion même si, qualitativement, les situations sont variées.

HKI⁷ : Pourcentage de femmes faisant état d'une participation effective aux organes décisionnels du niveau communautaire.

Figure 9 : Influence de la participation des femmes en 2020



Source : hekskeyindicator.org

L'indicateur sur la participation des femmes aux organes décisionnelles permet d'apprécier le niveau de responsabilité des femmes dans les structures de prise de décision au niveau local, voire national. Ainsi, sur 117 femmes enquêtées, 47,4% disent être membres des instances décisionnelles des organisations mixtes et 84,7% ont fait des propositions (suggestions d'idées) en argumentant pour leur adoption en 2020 contre 84,9% en 2019 tandis que 15,3% ont suggéré simplement des idées en 2020 contre 13,7% en 2019.

⁷ Heks Key Indicator (Indicateur Clé de HEKS EPER)

Au niveau de leurs organisations 19% disent avoir beaucoup influencé les décisions, 75,2% soutiennent l'avoir fait de façon modérée et seulement 5,8% attestent avoir un peu influencé les décisions du groupe.

De plus en plus de leaders femmes sont impliquées dans les instances locales où elles influencent quelquefois les prises de décisions.

SUR LE RENFORCEMENT DES DISPOSITIFS DE PRÉVENTION DES POPULATION FACE A LA PANDÉMIE COVID 19

Indicateur de l'OS 4 : *Nombre de structures sanitaires (districts et postes de santé) appuyées en kits de protection sanitaire contre le COVID 19*

Face à la pandémie, le CERFLA et ses partenaires techniques et financiers (HEKS EPER et USAID) ont mis en œuvre un projet d'adaptation pour le renforcement des capacités de résilience des communautés, en anticipant les risques de contamination. C'est ainsi que le CERFLA a apporté une contribution à la riposte sanitaire et sociale dans sa zone d'intervention à travers un appui aux structures de santé en matériel médical (10 thermo flash) et une sensibilisation des populations réalisée en partenariat avec dix (10) radios communautaires. Des émissions (37) ont été réalisées par dix (10) radios communautaires du Ferlo avec une implication des Animateurs du CERFLA et six cents (600) spots publicitaires. Ce qui a contribué à sensibiliser plus de deux cent quarante une mille huit cent quatre-vingt-dix-sept (241 897) auditeurs aux respects stricts des mesures barrières.



Les images de l'intervention du CERFLA face à la pandémie en 2020

SUR LE SOUTIEN À LA RÉSILIENCE DES MENAGES PASTORAUX FACE À LA COVID-19

Indicateur de l'OS 5 : *Au moins 130 ménages pastoraux ont été appuyés en kits de denrées alimentaires dans les dix communes partenaires du CERFLA.*

À l'image des actions entreprises par le gouvernement du Sénégal dans le cadre de la riposte face à la COVID-19, le CERFLA s'est mobilisée aux côtés des structures déconcentrées de l'État, notamment l'administration territoriale, les Conseils communaux et ses partenaires OCB et les réseaux d'OCB, en tant que partie prenante dans la lutte contre le coronavirus à travers la mise en œuvre d'un projet d'adaptation pour le renforcement des capacités de résilience des communautés afin d'anticiper les risques de contamination et de propagation du virus.

Le CERFLA a ainsi apporté une contribution à la riposte sanitaire et sociale dans sa zone d'intervention par un appui en vivres en direction des ménages pauvres permettant de faire face à une éventuelle insécurité alimentaire. Après validation de la composition du kit alimentaire (100 KG de Riz, 10 litres d'huile, 10 KG de sucre et 18 morceaux de savons).

Les critères suivants ont été retenus pour les bénéficiaires :

- ✓ être un ménage résidant dans la zone d'intervention du CERFLA,
- ✓ être un ménage n'ayant pas bénéficié de l'appui de l'État,
- ✓ être une femme veuve ou cheffe de ménage,
- ✓ être engagé (e) dans les activités communautaires.

Au total, 130 ménages (environ 1 300 personnes) issus de 10 Collectivités Territoriales partenaires du CERFLA ont bénéficié de kits alimentaires pour lutter contre la précarité engendrée par la COVID-19.



Remise officielle de kit alimentaire au Préfet de Linguère et à un bénéficiaire

3.2. PARTENARIAT AVEC USAID (Projet de renforcement des capacités institutionnelles et techniques locales d'intervention sur la gouvernance des ressources pastorales : PRECIT ou USAID-Wellitaare).

Objectif spécifique 1 : *Développer les capacités citoyennes de coproduction et d'influence sur la gouvernance des ressources pastorales.*

Résultat attendu 1.1. *Un consensus fort est construit sur les défis prioritaires de changement dans la gouvernance des ressources pastorales et sur les rôles et responsabilités devant être assumés par la société civile.*

L'essentiel des actions prévues pour l'atteinte de ce résultat a été réalisé au démarrage du projet mais des missions d'information sur ledit projet ont continué en 2020 pour mieux informer et pour une plus grande mobilisation autour des activités.



Visite du Directeur du bureau DRG de l'USAID (à gauche), rencontres avec les conseillers départementaux et les maires (au milieu) et information sur le projet lors du forum économique de Ranérou (à droite).

Résultat attendu 1.2. *La société civile pastorale est capable de conduire des initiatives abouties de lobbying et de plaidoyer sur la gouvernance des ressources pastorales.*

Plusieurs activités ont été menées pour un renforcement des acteurs dans la conduite d'actions de plaidoyer et de lobbying et dans la gestion des ressources naturelles :

- formation et « coaching » des membres des groupes citoyens d'initiatives et de changement (GCIC) en lobbying et plaidoyer ;



Ateliers de formation des GCIC sur le plaidoyer/lobbying

- conduite d'initiatives de changement (16 actions de plaidoyer) à différents niveaux ayant permis de rencontrer des personnes influentes (Ministre de l'Elevage et des Productions Animales, Maires, Préfet de Ranérou, Sous-Préfet de Vélingara-Ferlo, Chefs des Services Techniques des Eaux et Forêts, Élevage et Hydraulique, ...) et de contribuer à l'atteinte des résultats suivants :

- ✓ réparation du forage de Vélingara-Ferlo ;
- ✓ nettoyage d'un pare-feu de 12 km dont le coût est estimé à environ 360 000 FCFA à la commune de Lougré Thiolly ;
- ✓ mobilisation auprès de la communauté une somme de 1 220 000 FCFA pour la lutte contre les feux de brousse et 500 000 FCFA par le Maire pour le nettoyage des écoles à Loughéré Thiolly ;
- ✓ entretien et nettoyage de 3 pare-feux de 16 km à Sounatou, de 17 Km à Loumbol Mbélél et de 23 Km à Pattouky à Fétte Niarouwal dans la commune de Oudallaye ;
- ✓ ouverture d'un nouveau pare-feu à Darou Salam à Mbam à Oudallaye.

- acquisition de matériels de lutte contre les feux de brousse (12 pulvérisateurs, 21 battes feux, 24 Sceaux en plastique, 42 râtaux, 42 pelles rondes, 42 pelles Carrées, 42 coupe-coupe, 42 haches, 48 paires de bottes, 48 gants, 48 masques de protection) ;

- participation des GCIC aux campagnes de reboisement lancées par le gouvernement du Sénégal en août-septembre 2020 : 13 700 plants reboisés (3 510 plants d'acacia méliféra, 200 plants d'acacia nélotica, 50 plants de moringa oliféra, 1 090 plants de balanite aegyptiaca, 7 600 plants d'acacia Sénégal et 1 250 plants de zizyphus mauritiana dans 7 secteurs) ;
- lutte contre les feux de brousses et nettoyage et réalisation de nouveaux pares-feux.



Plaidoyer départemental (à gauche), journées de reboisement (au milieu) et nettoyage de pare feux (à droite)

■ **Renforcement de capacité et appui en matériels aux GCIC**

Les membres des GCIC ont été capacités sur divers modules en lien avec la gestion des ressources pastorales : prévention et gestion de conflits pastoraux.



Formation sur la gestion et prévention de conflits pastoraux (à gauche et milieu) et remise de matériels de lutte contre les feux de brousse

■ **Mobilisation des médias locaux autour des défis de changement en gouvernance des ressources pastorales**

Dans la mise en œuvre du projet, il était retenu de s'appuyer sur les média locaux (presse écrite et radios communautaires principalement) pour socialiser les résultats des processus de concertation et de lobbying/plaidoyer menés dans le cadre du projet.

En vue de diffuser des émissions radiophoniques sur le pastoralisme dans la zone, des conventions de partenariat entre le projet et des radios communautaires du département ont été élaborées, partagées et signés par les Directeurs des média locaux notamment « Ranérou FM » (Ranérou), « Timdé Mbonaye FM » (Vélingara Ferlo) et « Pinal FM » de Dodji (Linguère). Après un atelier de mise à niveau (directeurs, animateurs) les activités ont démarré (18 émissions en diffusion directe et rediffusion de 30 minutes d'antenne chacune dont 16 sur la pandémie de COVID-19 et les mesures barrières et 2 sur la lutte et la prévention des feux de brousse).



Atelier de mise en niveau (gauche) et émissions (au milieu et à droite)

■ Réalisation et diffusion d'un documentaire audiovisuel sur le projet

Le projet avait prévu d'appuyer la réalisation d'un document audiovisuel sur le projet et sur les initiatives de renforcement des capacités citoyennes d'intervention sur la gouvernance des ressources pastorales. Un consultant a été commis pour démarrer le processus de réalisation d'un documentaire. Sa première mission a coïncidé avec la tenue d'un atelier de validation du plan de gestion (PG) de l'UP pilote de Wendu Makam à Loumbol Samba Abdoul (siège du Conseil Municipal de Oudallaye) après un long processus. Ce qui représentait un résultat phare du projet à capitaliser et le consultant en a profité pour prendre des enregistrements vidéo et de prise d'images. Le travail se poursuit et le produit devrait être disponible en 2021.

Objectif spécifique 2 : *Contribuer à l'amélioration de la gouvernance des UP et au renforcement des capacités institutionnelles et techniques des organisations locales des communautés pastorales du Département.*

Résultat attendu 2.1 : *Un modèle performant de gouvernance des UP est expérimenté et validé par les acteurs territoriaux.*

Plusieurs activités relatives au renforcement des organisations partenaires du projet (UP, OL, GCIC) ont été menées autour de leurs plans d'actions prioritaires (PAP). Ces activités se font avec l'appui des radios communautaires pour amplifier l'information et la sensibilisation sur les défis de changement dans la gouvernance des ressources pastorales auprès des acteurs et élus locaux qui ne peuvent être touchés autrement. Elles devront aboutir, dans une phase ultérieure (processus) à un modèle consensuel de gouvernance concertée des ressources pastorales locales.

■ Capitalisation continue des processus de renforcement de la gouvernance de l'UP Pilote

Le projet a mis en place un dispositif de capitalisation continue des processus de renforcement de la gouvernance de l'UP. L'objectif est de documenter le parcours et le renforcement du cadre de gouvernance de l'UP pilote, d'en systématiser les leçons apprises et de constituer, progressivement, une « boîte à outils et astuces » qui sera mis à disposition des acteurs du département et de la région, engagés dans l'appui aux UP. Ce processus suit son cours mais plusieurs missions ont permis de collecter des données et informations auprès d'acteurs divers en vue d'une systématisation des leçons apprises et la capitalisation des bonnes pratiques (méthodes et outils) de gouvernance acquises dans le cadre du projet.

■ Appui à la mise en œuvre du PAP de l'UP pilote de Woyndou Makam

Sur la base de la note Stratégique de développement quinquennal de l'UP pilote de Woyndou Makam, un plan d'actions prioritaires a été élaboré sur 2 ans duquel a été extrait un plan stratégique annuel (octobre 2019-septembre 2020). C'est ainsi qu'un paquet d'activités a été réalisé au courant l'année 2020 :

- ✓ la restitution du plan d'actions (traduit en pulaar) avec le bureau de l'UP et au niveau des différents secteurs ayant permis une meilleure compréhension de son contenu et le recueil des suggestions et observations ;
- ✓ la réactualisation du Plan de Gestion (PG) de l'UP pilote de Woyndou Makam qui, après cinq ans d'élaboration, n'a pas pu être opérationnel ;
- ✓ l'adoption des propositions issues de la révision du PG ;
- ✓ la validation et la délibération du PG de l'UP par le Conseil Municipal de Oudallaye et le Préfet de Vélingara-Ferlo (le CERFLA a participé à l'atelier qui a connu un grand succès avec la présence de 37 Conseillers Municipaux sur 46 soit plus de 80% des CM, les autorités administratives, le Maire de Oudallaye, le Sous-Préfet de Vélingara-Ferlo, les Services Techniques Déconcentrés (STD), les Partenaires au développement, etc ;
- ✓ l'approbation et signature du PG réactualisé par le Sous-Préfet.



Atelier de restitution, de validation et de délibération du plan de gestion de Woyndou Makam

En vue d'accompagner l'UP dans la mise en œuvre de son plan d'actions un atelier s'est tenu avec son comité directeur pour l'élaboration du plan de travail annuel (PTA) dont plusieurs activités ont été réalisées en 2020 (formations sur diverses thématiques, ouverture d'une classe d'alphabétisation et mise en place d'un espace villageois d'échanges et d'apprentissages communautaires ou EVEAC⁸, ...).



Processus de mise en place de l'EVEAC de Woyndou Makam

⁸ L'espace villageois d'échanges et d'apprentissages communautaires (EVEAC) permet à la communauté de l'UP pilote de maîtriser l'écriture, la lecture et le calcul dans la langue pulaar, de mettre à sa disposition un potentiel d'actrices et d'acteurs capables d'impulser une dynamique de développement local, de collecter et de diffuser les données sur le village (démographies, etc), toutes choses utiles à l'amélioration des conditions de vie des populations locales ; cet espace communautaire est aussi un lieu de convergence et de concertation permanente entre acteurs communautaires sur la gestion des ressources naturelles et pastorales partagées, de prise de décisions et de réalisation d'initiatives de développement du secteur de Woyndou Makam.



Visite d'échange de l'UP pilote au niveau de l'EVEAC de Bardiél et de l'UP de Younouféré.

■ Elaboration d'une convention locale de l'UP pilote Woyndou Makam

Le processus d'élaboration de la convention locale de gestion des ressources pastorales a démarré par des séries rencontres avec des parties prenantes concernées à savoir le PADAER II, les membres de l'UP pilote, des services techniques déconcentrés (STD), le Maire de Oudallaye, le Sous-Préfet de Vélingara-Ferlo. Pour terminer une rencontre de restitution et de validation a été tenue Ranérou.



Atelier de restitution et de validation des engagements de la convention locale de Woyndou Makam

Résultat attendu 2.2. Une organisation locale faitière de la communauté pastorale est techniquement capable de consolider les acquis du projet et de les étendre sur l'ensemble du territoire départemental.

L'accompagnement de l'organisation locale relai du projet (Kawral de Younouféré) s'est poursuivi en 2020 par le renforcement des capacités de ses leaders et la co-responsabilité et à travers la mise en œuvre de son Plan d'Actions Prioritaires.

L'organisation a bénéficié d'un paquet de sessions de formations et d'appui-conseil ayant permis de renforcer ses capacités techniques et de consolider sa dynamique institutionnelle. Elle a aussi mis en œuvre un certain nombre d'actions en appui à des structures de base comme l'UP de Woyndou Makam (formation, sensibilisation, reboisement, etc) confirmant ainsi sa capacité à relayer les actions du projet au niveau local. Le renforcement des membres de KAWRAL sur la prévention et la gestion de conflits, le nettoyage des pare-feux et le reboisement entrepris par l'OCB ont d'ailleurs grandement contribué à atténuer les conflits fréquents notés durant la période de transhumance (qui affectent souvent la cohabitation entre éleveurs et agriculteurs au début de l'hivernage et pendant la période des récoltes) et à renforcer la cohésion sociale et la solidarité.



Formation sur la Gestion et prévention de Conflits



Journée de reboisement dans les champs agricoles et jardin maraicher des femmes à Younoufé



Entretien et nettoyage de pare feu dans le village de Wouro Dicuru

Le projet a appuyé l'organisation relais Kawral de Younoufé dans la réfection et l'équipement en matériels bureautiques (chaises, table de réunion, ordinateur, panneaux solaires, etc) de son siège social. Ce qui a permis de rendre fonctionnel le siège et d'y tenir ses réunions, des activités d'animation mais aussi d'autres rencontres.



Salle de formation de Kawral de Younoufé réfectionné et équipé par le projet et abritant des activités

Dans le cadre de la redynamisation des GPF et pour une implication des femmes dans la gouvernance des ressources pastorales, six (6) Groupes d'Épargne et de Crédit (GEC) ont été mis en place à Younoufé. Il s'agit d'un groupe de 15 à 25 personnes qui épargnent ensemble et font de petits emprunts à partir de ces épargnes. Ces GEC constituent pour le projet des espaces d'échanges, d'animation et de sensibilisation sur les questions liées à la gouvernance des ressources pastorales dans la zone et permettent aux femmes de s'impliquer davantage dans la gestion des ressources pastorales.



Groupes d'Épargne et de Crédit (GEC) mis en place par le projet

IV. AUTRES ACTIVITES

En complément aux activités prévues dans ses projets, le CERFLA a réalisé ou participé à d'autres activités notamment :

- La Secrétaire Exécutive du CERFLA, le Président du RODEC et l'Inspecteur départemental de l'Élevage de Linguère ont participé, en février au Nigéria, à un atelier de partage des meilleures pratiques de résolution des conflits entre agriculteurs et éleveurs en Afrique de l'ouest. La contribution du CERFLA à cet atelier devrait être intégrée dans le document final (*Bonnes pratiques dans la résolution et la prévention des conflits entre agriculteurs et éleveurs en Afrique de l'Ouest*) qui sera produit par le Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) et la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).
- Le Responsable des projets et programme du CERFLA a été l'invité de la « Télévision Futures Media » (TFM) pour échanger sur les questions d'enjeux liées au pastoralisme notamment le décret qui devrait consacrer la vocation pastorale du ranch de Dolly ainsi que la définition d'un modèle de gestion inclusif.
- Les Responsables du CERFLA et des membres du CRAFS ont également rencontré des équipes de la Banque Mondiale, de la KFW et de la GIZ chargées de formuler des projets sur la gouvernance foncière. Suite à ces rencontres il a été décidé d'associer le CRAFS au processus de formulation et de mise en œuvre desdits projets en tant qu'organisation de la société civile active sur le foncier.
- Le CERFLA a aussi été représenté au niveau du terrain (Linguère et Matam) à différentes réunions et séminaires par ses équipes techniques.

V. ANALYSE DU PARTENARIAT

■ Avec les Organisations Communautaire de Base :

C'est un partenariat dynamique qui existe entre le CERFLA et les organisations de base (OCB) empreint de confiance réciproque, de reconnaissance et de respect mutuel. Il se traduit par un renforcement de capacités techniques et institutionnelles mais aussi et surtout d'échanges sur les enjeux de développement pour une meilleure prise en charge des préoccupations des populations locales dans l'amélioration de leurs conditions de vie.

Les OCB de la zone d'intervention se sont particulièrement distinguées en 2020 par leur appui aux communautés face à la COVID-19 en 2020 à travers divers types d'appuis (info-sensibilisation ; produits alimentaires et d'hygiène ; implication dans les instances locales de gestion de la crise sanitaire ; etc) ; ce qui a contribué à renforcer leur visibilité et leur crédibilité au niveau local.

De plus en plus, plusieurs OCB prennent des initiatives au niveau communautaire (développement d'activités économiques, renforcement mutuel dans le cadre de la culture fourragère, actions de plaidoyers abouties avec l'ouverture d'écoles et la réparation de forages, contribution financière pour faire face à la pandémie, etc). Ce qui témoigne d'une certaine maturité institutionnelle et conforme dans la pérennisation des activités entamées avec l'accompagnement du CERFLA.

Le leadership est, cependant, à renforcer et à consolider notamment dans la gestion de la cohésion de groupe, le transfert de compétences et une plus grande implication sur des questions d'enjeux (ressources naturelles notamment).

■ Avec les collectivités territoriales

Les Collectivités territoriales (Conseils Municipaux et Départementaux) sont aussi des partenaires stratégiques avec qui le CERFLA a construit un partenariat basé sur la confiance.

Compte tenu de la complexité de leurs missions et du faible niveau technique d'une majorité d'entre eux, l'accompagnement se fait sur le renforcement et des échanges à partir des problématiques et enjeux locaux de développement identifiés et portant surtout sur la gouvernance des affaires publiques et des ressources naturelles. L'accompagnement apporté aux collectivités territoriales par le CERFLA est généralement orienté dans le renforcement des capacités des élus dans la maîtrise des textes de lois de la décentralisation, la bonne gouvernance, le pastoralisme, le foncier, le changement climatique, ... dans le cadre d'ateliers de formation, d'échanges, etc.

Face à des situations exceptionnelles il arrive aussi que le CERFLA apporte son appui aux communautés à travers les Collectivités Territoriales. Ce fut le cas en 2020 face à la crise sanitaire avec la mise à disposition de kits alimentaires à des ménages et de matériels médicaux aux structures de santé par l'entremise des Maires. Ce geste a d'ailleurs été bien apprécié par le Maire de Oudallaye qui a salué sa portée en le magnifiant en ces termes, à la cérémonie de réception, que « *le CERFLA nous a sauvés d'une situation extrêmement délicate car il y a des personnes bénéficiaires de bourses familiales qui s'attendaient à recevoir des kits alimentaires de l'Etat mais qui, malheureusement, ne figurent pas sur le registre national unique ou RNU alors que la*

Mairie ne peut pas les prendre en charge ; or ce sont des ménages très défavorisés n'ayant aucune ressource ; donc si le CERFLA est venu nous accompagner pour appuyer ces familles nous ne pouvons que nous en féliciter. »

- Les **deux réseaux d'OCB** se sont fortement impliqués dans la sensibilisation sur les mesures barrières à observer dès l'avènement de la pandémie. Les thématiques de plaidoyer retenues (foncier pastoral, code pastoral, réforme des forages ou OFOR, accaparement des terres pastorales, etc) pour interpeler les décideurs locaux et nationaux ont dû être reportées à 2021 du fait de la COVID-19.

- **Avec l'administration territoriale et les services techniques déconcentrés**

La collaboration avec les services techniques notamment le service de l'Élevage, des Eaux et Forêts, de l'Agriculture, des Médecins Chefs de Districts & Infirmiers Chefs de Postes et de l'Inspection de l'Éducation et de la Formation a été un point fort dans l'exécution des activités en 2020. Le CERFA a aussi entretenu des rapports de bonne collaboration empreinte de respect réciproque avec l'administration territoriale (Préfets, Sous Préfets) et les Maires des deux départements de Linguère et de Ranérou et participé à plusieurs CDD organisés par les préfectures..

Ce partenariat s'est fait à travers un certain nombre d'activités réalisées avec les services de l'Agriculture et des Eaux et Forêts des deux départements.

De façon générale les autorités administratives locales ont une bonne appréciation du travail et des résultats obtenus par l'ONG.

- **Avec les partenaires techniques et financiers**

- **HEKS / BUREAU DE COORDINATION AU SENEGAL**

Entre le CERFLA, HEKS et le Bureau de Coordination (BUCO) de HEKS au Sénégal, la concertation est permanente. Le partenariat avec HEKS est empreint d'un respect mutuel et d'une franche collaboration.

Grâce à l'appui technique et financier du partenaire stratégique du CERFLA HEKS EPER, le nouveau programme quadriennal, démarré en 2019, s'est poursuivi en 2020 avec la réalisation d'un paquet d'activités au profit des communautés locales du Ferlo. Ce programme vient solidifier les relations sincères et fructueuses avec l'ONG internationale.

Aussi malgré la pandémie les échanges et le suivi des activités ont pu se faire à travers divers canaux de communication et des missions conjointes sur le terrain.

- **USAID SENEGAL**

Le projet du CERFLA en partenariat avec l'USAID dénommé « USAID Wellitaare » a poursuivi ses activités en 2020 en partenariat avec les entités de base relai à savoir l'OCB KAWRAL de Younouféré, chargée d'exécuter une partie des activités du projet, lui permettant d'entamer la phase de responsabilisation, l'unité pastorale ou UP de Wendu Makam et les Gcic des trois communes partenaires (Oudallaye, Vélingara-Ferlo et Louguéré Thiolly).

Il y a une bonne collaboration avec les responsables chargés du suivi de l'exécution dudit projet malgré la pandémie qui n'a pas permis des visites sur le terrain. Les échanges ont se faire à travers des séances de viséoconférence.

Le nouveau Directeur du département « Gouvernance, démocratie et droits humains » de l'USAID Sénégal a effectué une visite dans la zone d'intervention du projet le 16 janvier 2020 et échangé avec les bénéficiaires, les responsables du projet et des autorités locales et administratives.

VI. ENSEIGNEMENTS TIRES / LECONS APPRISES

- Une capacité d'adaptation du dispositif d'accompagnement du CERFLA en période de crise avec la réorientation de certaines activités comme décision de pilotage majeure suite à l'avènement de la pandémie à coronavirus.
- L'existence d'un dispositif de partenaires (radios communautaires, etc) ou relais locaux (Animateurs, facilitateurs, etc) sur le terrain est un gage d'une continuité des activités en situation de crise et de durabilité des interventions.
- La forte participation des OCB dans la lutte contre la pandémie à COVID-19 a permis de raffermir les liens entre les différents acteurs du développement local (Collectivités Territoriales, OCB, Services techniques et Commandement territorial, autres ONG) et d'ouvrir des perspectives de partenariat.
- Une mise en synergie des efforts et des moyens a permis un gain en efficacité et en efficience des interventions grâce à un partenariat avec les services techniques et les ONG (atelier conjoint sur la transhumance et les conflits avec l'ONG AVSF, le reboisement avec le service des Eaux et Forêts de Linguère, etc).
- Les conflits de leadership et de positionnement entre les leaders des organisations communautaires de base sont un signe de leur maturité institutionnelle.
- Une appropriation de la culture fourragère comme alternative à l'alimentation du bétail partout dans la zone d'intervention du CERFLA témoigne de son intérêt pour les éleveurs et de sa pérennité au Ferlo.
- Les services techniques de l'administration territoriale font de plus en plus recours au OCB et personnes ressources ayant bénéficié de l'accompagnement du CERFLA dans la zone sylvopastorale.
- Amélioration du fonctionnement de l'Unité Pastorale (UP) du secteur de Wendu Makam (Ranérou) et confiance en soi renforcée dans l'assumption de leurs rôles et responsabilités, dans les relations avec les autorités municipales, administratives et les partenaires au développement suite au renforcement des connaissances / compétences de ses leaders.
- Élargissement du partenariat (Agence de la Grande Muraille Verte : parcelles fourragères clôturées et revenus tirés de la vente du fourrage de l'ordre de 508 500 FCFA).

- Engagement citoyen des jeunes et des jeunes filles (adhésion / participation aux activités de l'UP : lutte contre les feux de brousse, nettoyage des paires feux, ...) ; notoriété, attractivité et visibilité par rapport aux autres UP de la zone grâce à l'intervention du projet.
- Redynamisation, visibilité, crédibilité et notoriété accrue de l'association **KAWRAL de Younoufé** avec la réhabilitation de son siège équipé et mise à disposition pour la tenue de CLD, CDD.
- Élargissement du partenariat de KAWRAL (PAPAC, FAO, RBM, Coopération Suisse, ...) suite au renforcement de l'OCB et de ses initiatives et appuis en direction des communautés locales.
- Une capacité des **Groupes Citoyen d'Initiatives de Changement (GCIC)** à mener des actions de plaidoyer abouties suite aux formations et à l'accompagnement sur le plaidoyer. Les GCIC sont effectivement perçues comme une innovation institutionnelle qui remplit un vide dans le cadre local de gouvernance du pastoralisme (un outil de facilitation du dialogue avec les éleveurs) et des entités visibles, reconnues comme incontournables au niveau de l'espace communal grâce aux nombreuses interpellations et actions de plaidoyer abouties menées auprès des autorités dans la résolution de problèmes relatifs au pastoralisme (remise en marche de forages, prévention de conflits avec les transhumants, accès à la distribution de l'aliment de bétail, renouvellement de comités de forage, médiation, ...).

VII. DIFFICULTES RENCONTREES / DEFIS

La difficulté majeure rencontrée durant la période de référence du rapport reste la pandémie liée à la COVID-19 qui a particulièrement entravé l'exécution des activités au premier semestre de 2020.

VIII. PERSPECTIVES / MESURES A PRENDRE POUR FAIRE FACE AUX DEFIS

- La poursuite des activités d'appui programmées dans les projets, en 2021, en particulier la gouvernance des ressources naturelles, le renforcement des capacités institutionnelles et techniques des OCB, l'appui et le suivi des activités économiques, une meilleure organisation des acteurs pour l'accès aux marchés, le portage des questions d'enjeux locaux par les réseaux et les OCB. Evaluation du projet USAID Wellitaare qui prend fin en 2021, négociation d'une nouvelle phase pour ledit projet,
- L'accompagnement technique des collectivités territoriales.
- Le renforcement de la sensibilisation face aux changements climatiques, la pratique de la culture fourragère et la constitution de réserves fourragères, comme alternatives au déficit fourrager.

- La poursuite du plaidoyer et du lobbying pour une meilleure sécurisation du foncier et du pastoralisme et, partant, des ressources locales économiquement porteuses de revenus.
- L'élargissement du partenariat et élaboration de nouveaux projets aussi bien pour le CERFLA que pour ses partenaires à la base.

ANNEXES :

Réalisations dans le cadre du Programme Quadriennal (partenariat avec HEKS EPER)

OBJECTIFS/RESULTATS	INITITULES ACTIVITES		PREVUE	RÉALISÉE	ÉCART / GAP	OBSERVATIONS
OBJECTIF SPECIFIQUE 1 : Amener les autorités à prendre des actes (textes et lois) sur le pastoralisme à travers les mobilisations sociales des acteurs locaux sur le foncier pastoral, les parcours et la sécurisation des ressources pastorales						
Résultat 1.1 : Les leaders du pastoralisme participent aux processus de définition des textes et lois sur le foncier	1	Activité : 1.1.1 : Organiser des fora nationaux thématiques (Élevage, pastoralisme, changements climatiques, résilience, etc). pastoralisme, changements climatiques, résilience, etc.)	1	1	-	Organisation d'un forum avec les Maires du département de Linguère à Warkhokh sur le partage des notes de politiques publiques et l'étude sur la transhumance
	2	Activité : 1.1.2: Réaliser des émissions thématiques (élevage, pastoralisme, changements climatiques, résilience) au niveau des médias.	1	0	-1	Activité adaptée COVID-19
	3	Activité 1.1.6 : Organiser à l'endroit du RODEC et de l'ADEREF deux ateliers annuels de partage des résultats de l'état des lieux des politiques publiques sur le pastoralisme et de construction d'un argumentaire avec les leaders des OCB	1	2	+1	Rencontre de partage du document sur l'état des lieux des politiques publiques sur le pastoralisme avec les réseaux (RODEC, ADEREF) à Linguère ou avec le conseil départemental de Ranérou.
	4	Activité 1.1.7 : Organiser une rencontre annuelle de partage de l'état des lieux des politiques publiques sur le pastoralisme dans les départements de Ranérou et Linguère (Conseil Départemental, Service techniques déconcentrés)	1	-	-1	
SOUS TOTAL R.1.1			4	4	-	Soit un taux de réalisation de 100%
Résultat 1.2 : Les réseaux conduisent des activités de plaidoyer	5	Activité 1.2.2 : Élaborer les supports de communication pour le plaidoyer (radio, Télévision, banderoles, casques, teeshirt, etc.)	1	1	-	Réalisation et impression de 300 livrets et brochures (résumé des études) sur le pastoralisme

	6	Activité 1.2.3 : Organiser 07 ateliers de 03 jours sur le renforcement des communes dans la gouvernance des ressources pastorales	1	1	-	Formation sur l'Acte 3 de la décentralisation à Vélingara
SOUS TOTAL R.1.2			2	2	-	Soit un taux de réalisation de 100%
Résultat 1.3 : Des actes en faveur de la sécurisation du foncier et des ressources pastorales sont pris par les décideurs	7	Activité 1.3.2 : Organiser 5 espaces de dialogue par an avec les directions techniques stratégiques (élevage, OFOR, Eaux et Forêt, experts, etc.) sur la sécurisation des ressources pastorales	1	0	-	activité adaptée COVID-19
	8	Activité 1.3.3 : Organiser 02 rencontres d'échange sur la sécurisation des ressources pastorales en direction des décideurs (présidence de la république, primature, assemblée Nationale, HCCT, CESE, etc.)	1	0	-	
	9	Activité 1.3.5 : Organiser deux activités de masse (Fora, mobilisations nationales, ou autres) sur la sécurisation du foncier et les ressources pastorales	1	1	-	Organisation d'un atelier départemental sur les conflits liés à la transhumance
SOUS TOTAL R.1.3			3	1	-2	Soit un taux de réalisation de 33,33%
TOTAL OS 1			9	7	-2	Soit un taux de réalisation de 77,77%
OBJECTIF SPECIFIQUE 2 : Augmenter les revenus des bénéficiaires membres des organisations partenaires par la valorisation des ressources locales.						
Résultat 2.1 : Des initiatives concertées de développement et de régulation des filières sont prises par les acteurs (fixation des prix, adoption de technologie, accès crédit, aliments, cahiers de charge, contractualisation, prélèvement, services aux membres, bilan,	10	Activité 2.0. Réaliser une étude de marché sur les filières lait, embouche et produits forestiers non ligneux	1	1	-	Solde contrat étude de marché sur les filières lait local et embouche ovine réalisée en 2019
	11	Activité 2.1.6: Appuyer la mise en relation les bénéficiaires et leur organisation avec d'autres partenaires (IMF, Services technique, etc.)	1	5	+4	Appui conseil dans la mise en relation entre les OCB de Dodji et le PRODAC 2 missions dans la commercialisation Jujube à Labgar + Accompagnement et mise en relation avec le Service développement communautaire GPF Tokoba financement acquis +

<i>renouvellement, etc.)</i>						Mise en relation FONSTAB
	12	Activité 2.1.7 : Appuyer la tenue des rencontres des tables multi acteurs des filières lait, embouche et les PFNL	1	1	-	Rencontre table multi acteur de la filière lait
	SOUS TOTAL R.2.1		3	7	+4	Soit un taux de réalisation de 233,33%
Résultat 2.2 : Les membres des organisations partenaires ont diversifié leur marché	13	Activité 2.2.1 : Organiser des ateliers de renforcement sur les techniques de transformation des produits, santé animale, gestion financière, marketing, etc. au bénéfice des acteurs des trois filières	1	-	-1	Il était prévu de réaliser une formation sur les PFNL mais l'activité a été reporté au premier semestre 2021
	14	Activité 2.2.4: Organiser des ateliers de renforcement de capacités des femmes sur la transformation, les bonnes pratiques, le respect des normes d'hygiène, etc des PFNL	1	2	+1	Formation à Dahra sur les techniques de transformation du lait en fromage. Suivi et recyclage de la formation au niveau de l'UTL de Barkedji
	15	Activité 2.2.5 : Appuyer la participation des organisations aux rencontres de dialogue politique, de représentation, de plaidoyer, de négociation, de régulation	1	1	-	Appui des OCB de femmes partenaires du CERFLA à leur participation au forum économique de Ranérou
	16	Activité 2.2.6: Appuyer les organisations transformateurs de lait dans le processus de labélisation des produits	1	1	-	Organisation d'un atelier sur le processus de labellisation et de certification des produits des UTL du département de Linguère.
	17	Activité 2.2.7 : Appuyer la promotion des produits des groupements de promotion féminin (5 GPF) (spot radio, supports promotionnels, emballage, etc.)	1	2	+1	Appui dans la préparation (achat petit matériel) des OCB à leur participation à la foire de Linguère (finalement annulée à cause de la COVID-19) → Participation des partenaires au festival AlimenTerre organisé par le CNCR
	18	Activité 2.2.8 : Appuyer les Fédérations des Groupements de Promotion Féminins (FGPF) pour leur participation aux marchés pour la commercialisation de leurs produits (foires des produits)	1	1	-	Appui dans la préparation (achat petit matériel) des OCB à leur participation à la foire de Linguère (finalement annulée à cause de la COVID-19)
	SOUS TOTAL R.2.2		6	7	+1	Soit un taux de réalisation de 116,66%

Résultat 2.3 : Les Communautés partenaires sont résilientes face aux changements climatiques et à ses effets	19	Activité 2.3.3 : Organiser les sessions de démonstration sur les bonnes pratiques de résilience sélectionnées (Boulal, Dodji, Dolly, Labgar)	1	4	+3	Renforcement des capacités des femmes de Tordione sur les techniques de maraîchage bio avec la collaboration du service départemental de l'Agriculture de Linguère + suivi des jardins maraîchers → Session de démonstration sur les bonnes pratiques de culture fourragère par les paires → Renforcement des capacités des femmes de la section de Labgar Maure (ADEPAL) et des participants de Dodji et de Tordione sur les techniques de maraîchage bio en partenariat avec la FENAB. → Suivi des bonnes pratiques d'embouche en partenariat avec le service de l'élevage Total : 04 actions par rapport à A 2.3.3
	SOUS TOTAL R.2.3		1	4	+3	Soit un taux de réalisation de 400%
Résultat 2.4 : Les membres des GPF partenaires développent des activités génératrices de revenus résilientes (embouche, lait, produits forestiers non ligneux, production fourragère, etc.)	20	Activité 2.4.4 : Appuyer les GPF (10) dans le suivi, la mise en relation, l'appui conseil pour une appropriation des bonnes pratiques de résilience	1	2	+1	Suivi et appui-conseil des UTL de Dodji et de Boulal (gestion financière, planification AGR, etc) → Suivi appui conseil des périmètres fourragers de Dodji, Tordione et Barkedji avec un consultant
	SOUS TOTAL R.2.4		1	2	+1	Soit un taux de réalisation de 200%
Résultat 2.5 : Chaque année, au moins une convention locale de gestion des ressources pastorales est	21	Activité 2.5.1 : Organiser des ateliers d'information en direction des conseillers communaux sur les conventions locales existantes	1	4	+3	Des ateliers sur le partage du code forestier et de la réforme foncière ont été réalisés au niveau de Velingara, Labgar, Barkedji (3)

mise en œuvre par une commune partenaire						Un atelier d'élaboration d'une convention locale sur les fours à charbon, paille, etc, a été organisé au niveau de la commune de Barkedji (1) (disponibilité d'un Draft).
	22	Activité 2.5.4: Appuyer la tenue des émissions radios communautaires sur les conventions locales	1	1	-	Atelier de partage du code forestier et de la réforme foncière á Yang-Yang.
	SOUS TOTAL R.2.5		2	5	+3	Soit un taux de réalisation de 166%
	TOTAL OS 2		13	25	+12	Soit un taux de 192,30%
OBJECTIF SPECIFIQUE 3 : Faire porter le développement du terroir par les acteurs locaux (Collectivités Locales, Réseaux et OCB à travers le renforcement de capacités institutionnelles et organisationnelles des acteurs locaux.						
Résultat 3.1 : Les collectivités locales développent des pratiques de bonnes gouvernance (budget participatif, bilan annuel, implication des acteurs locaux dans les cadres de concertation, etc.).	23	Activité 3.1.3 : Organiser un atelier de formation des leaders des collectivités locales sur les bonnes pratiques de gouvernance et l'élaboration du plan d'action pour la mise en œuvre des principes de bonne gouvernance	1	2	+1	Atelier de renforcement des Collectivités Territoriales de Labgar et de Velingara sur les bonnes pratiques de gouvernance locale
	24	Activité 3.1.4 : Organiser des rencontres de suivi des plans d'action de mise en œuvre des bonnes pratiques de gouvernance	1	-	-1	
	SOUS TOTAL R.3.1		2	2	-	Soit un taux de réalisation de 100%
Résultat 3.2 : Les leaders des OCB partenaires utilisent les bonnes pratiques de gestion administratives et financières	25	Activité A.3.2.2: Organiser des ateliers d'appropriation (réactualisation & redynamisation) des concepts (Espace Villageois d'Echange et d'Action communautaire (EVEAC), accompagnement des filières, renforcement organisationnel, etc.)	1	10	+9	Prospection etb animation pour la mise en place de l'EVEAC Suivi État d'avancement de l'EVEAC et etude monographique Contrôle démarrage des activités et planification Sensibilisation sur les rôles et responsabilités des chefs de village Suivi mise en en ouvre plan d'action EVEAC

						Visite d'échange de l'EVEAC Participation ouverture campagne de commercialisation des PFNL Appui - conseil dans le processus de mise en place des EVEAC à Ndassgourou et Mbaldiel (labgar et Dodji)
	26	Activité 3.2.3 : Ouvrir (05) centres d'alphabétisation en pulaar aux membres des organisations partenaires	1	7	+6	Confection de 50 tables-bancs, 05 bureaux facilitateurs, 05 tableaux noirs et 310 livrets pour 5 classes d'alphabétisation et 150 apprenants Formation des facilitateurs Ouverture de 5 EVEAC au niveau de Toung, Tokoba, Guentou Diaby, Dassgourou et Mbaldiel
	27	Activité 3.2.5 : Organiser des ateliers de formation en gestion administrative et financière au bénéfice des membres des OCB	1	-	-1	
	28	Activité 3.2.6 : Organiser des activités de suivi, d'appui conseil et d'assistance technique pour l'application des bonnes pratiques de gestion administrative et financière pour les OCB	1	4	+3	Suivi et appui-conseil sur les bonnes pratiques de gouvernance des activités des OCB (partage des résultats de suivi et atelier de planification avec les OCB à Tordione, Labgar, Boulal, Dodji et Barkedji + suivi processus de mise en place des EVEAC à Tordione, ...) Appuis – conseils, Mise en relation, Sensibilisation sur l'enregistrement des naissances et mise en place cahiers village sur naissance, décès, etc à Toung et Baldiel + Tordione (VE UP Wendu Makan à Baldiel)
	29	Activité 3.2.8 : Appuyer l'élaboration de manuels de procédures administratives et financières de ADEREF et atelier de validation	1	1		Ateliers d'élaboration, de partage et de validation du manuel des procédures de ADEREF

	SOUS TOTAL R.3.2		5	22	+17	Soit un taux de réalisation de 440%
Résultat 3.3 : Les 2 réseaux et 3 OCB partenaires du CERFLA mobilisent des ressources additionnelles	30	Activité 3.3.1 : Organiser des ateliers de formation des OCB sur l'élaboration de projets	1	1	-	Formation sur élaboration de projet pour Dodji, Labgar et Barkedji
	31	Activité 3.3.4 : Appuyer les OCB par l'organisation d'ateliers d'élaboration de projets.	1	1	-	Accompagnement des OCB de Dodji, Labgar et Barkedji dans l'élaboration de projets communautaires
	32	Activité 3.3.6 : Appuyer les OCB dans l'organisation de la campagne de mobilisation de fonds				Report des activités en 2021
	33	Activité 3.3.7 : Appuyer le réseau des femmes (ADEREF) dans l'organisation de la foire de promotion des produits locaux.				Report des activités en 2021
	SOUS TOTAL R.3.3		2	2	-	Soit 100% de réalisation
Résultat 3.4 : Les réseaux et les OCB ont élargi leurs partenariats.	34	Activité 3.4.1 : Organiser un atelier de formation des leaders des deux réseaux sur la planification stratégique (1 formation, 5 jours ; 25 personnes) et l'accompagnement dans l'élaboration de plans stratégiques	1	-	-1	Report des activités en 2021
	35	Activité 3.4.3 : Organiser des rencontres d'orientation des réseaux et des OCB dans la recherche de partenaires 'appui-conseil)	1	-	-1	Report des activités en 2021
	SOUS TOTAL R.3.4		2	-	-2	Soit un taux de réalisation de 0%
	TOTAL OS 3		11	26	+15	Soit un taux de réalisation de 36,36%
OBJECTIF SPECIFIQUE 4 : Contribuer au respect des mesures barrières (Nombre de cas contaminés recensés, les zones d'intervention couvertes), (information et sensibilisation, conception support de communication)						
Résultat 4.1 : Des Kits de protection sanitaire ont été mis à disposition des structures de santé (Nombre de kits de protection remis aux structures de santé)	36	A.4.1.1 : Acheter et fournir des kits de protection aux structures de santé dans les 10 communes partenaires du CERFLA (masques, thermoflash, etc)		1	-	Achat de six (06) thermoflash pour les postes de santé de Linguère dans le cadre de la riposte sanitaire face à la COVID-19
		SOUS TOTAL R.4.1		1	-	Soit un taux de réalisation de 100%
	37	A.4.2.1 : Réaliser 600 spots publicitaires et		1	-	Réalisation de 600 spots, 37

Résultat 4.2 : Une campagne de sensibilisation et de communication sur le COVID19 a été réalisées (Nombre de personnes touchées par les émissions radiophoniques ou nombre de cas touchés par le COVID-19)		40 émissions sur le COVID-19 et les mesures à respecter				émissions sous forme d'entretiens téléphoniques sur les mesures barrières face à la COVID-19
	38	A.4.2.2 : Concevoir et distribuer 200 supports de communication sur le COVID-19		1	-	Confection et affichage/distribution de 320 flyers pour la sensibilisation sur les mesures barrières face à la COVID-19
		SOUS TOTAL R.4.2		2	-	
		TOTAL OS 4		3	-	
OBJECTIF SPECIFIQUE 5 : Soutenir la résilience des ménages pastoraux face au COVID19 (Nombre de ménages pastoraux appuyés en denrées alimentaires)						
Résultat 5.1 : Des ménages pastoraux de la zone d'intervention du CERFLA ont été appuyés en denrées alimentaires pour faire face aux chocs du COVID-19 (Nombre de ménages pastoraux VULNÉRABLES FACE AU covid-19 appuyés en denrées alimentaires)	39	A.5.1.1 : Mettre à disposition des kits de denrées alimentaires (riz, sucre, huile, savons) à au moins 100 ménages vulnérables		1	-	Achat et mise à disposition de kits alimentaires pour 100 ménages de 10 communes de la zone d'intervention du CERFLA face au risque d'insécurité alimentaire lié à la COVID-19
	40	A.5.1.2 : Prendre en charge les frais de transport pour le suivi des activités (carburant)		1	-	Suivi et supervision de la mise à disposition des kits alimentaires par l'équipe du CERFLA
	41	A.5.1.3 : Prendre en charge 02 personnes pour l'acheminement des denrées alimentaires (restauration)		1	-	Suivi et supervision de la mise à disposition des kits alimentaires par le comité de gestion départemental de la COVID-19
		SOUS TOTAL R.5.1		3	-	
		TOTAL OS 5		3	-	
		TOTAL GLOBAL	33	63	+30	Soit un taux de réalisation de 190,90%
ACTIVITES TRANSVERSALES						
Suivi du programme			4	12		Missions de de suivi des activités sur le terrain (janvier, février, mars et avril) et trimestriel Suivi conjoint HEKS EPER – CERFLA à tordione, Barkedji et

					Dodji Suivi des AGR dans la zone de Dodji	
Fonds d'appui aux initiatives économiques		2	2		Appui en clôture de 3 périmètres maraichers et fourragers Premier semestre affecté à l'aliment de betail	
Capitalisation des interventions du CERFLA		1	1		02 missions de prospection réalisées 02 missions de collecte des données pour la capitalisation est réalisée dans la zone d'intervention du CERFLA	
Elaboration manuel de suivi		1	1		Draft manuel de suivi existe et doit être validé par le CA	
AUTRES ACTIVITES						
Activité de représentation de l'institution	1	Rencontre KFW CRAFS sur l'état de la gouvernance foncière au Sénégal				Bocar SY
	2	rencontre avec les organisations féminines du département avec le ministre de la femme et de l'intérieur				Salla Mar
	3	Rencontre de partage et de validation cahier des charges acteurs de la filière				Penda Macina
	4	rencontre de la CDEAO à Abuja sur le partage des meilleures pratiques de résolution de conflits entre agriculteurs et éleveurs en Afrique de l'Ouest				Mme Loum
	5	Atelier PPZS				Bocar Sy
	6	Participation à un CRD à Matam/Portant sur la préparation de la fête de l'indépendance				OAS
	7	Participation AG EGAB				OAS
	8	Participation au CRD et échanges avec le chef d'antenne du PADAER et ARD de Matam				Bocar Sy, Baba diallo et Ndiaga Diagne
		Atelier DyATES				Bocar Sy
		Rencontre CONGAD				Mme Loum

		Rencontre avec le Ministre de l'élevage				Mme Loum
		atelier de mise en place du Comité Départemental de Protection de l'Enfance (CDPE) à Linguère				Oumar Abasse Sow
		Rencontre de partage du rapport annuel du Programme Pays de HEKS				Mme Loum, Baba Diallo
		Rencontre de partage des résultats de l'évaluation du programme pays de HEKS				Mme Loum, Baba Diallo
		Participation CRD sur la lutte contre les feux de brousse				Oumar Abasse Sow
		Atelier technique de validation du guide pour la culture fourragère du Neema (Pessisetum Purpurem) organisé par AVSF				Oumar Abasse Sow
		Rencontre Secrétaire Exécutive et des partenaires à la base avec le nouveau Ministre de l'élevage				Mme Loum
		CRD Matam				Oumar Abasse Sow
		Forum économique Ranérou				Oumar Abasse Sow
		Atelier d'échanges de la FENAB sur le BIO				Mme Loum

Réalisations dans le cadre du projet USAID Wellitaare

Objectif spécifique 01 : Développer les capacités citoyennes de co-production et d'influence sur la gouvernance des ressources pastorales.				
Résultats attendus	Activités	Cibles	Réalisées	Commentaires
R.1.1. Les acteurs territoriaux s'accordent sur les défis de changement dans la gouvernance des ressources pastorales ainsi que sur les rôles et responsabilités devant être assumés par la société civile		3		Les cibles de ce résultat attendu ont été atteintes ou réalisées depuis la première année.
R.1.2. La société civile pastorale est capable de conduire des initiatives abouties de lobbying et de plaidoyer sur la gouvernance des ressources pastorales.	A.1.2.2. Formation et coaching des GCIC en lobbying et plaidoyer	1	1	46 participants dont quatre (4) femmes
	A.1.2.3. Soutien à la conduite d'initiatives de changement portées par les GCIC	7	15	
	1.2.3.1. Visites de plaidoyer		16	Touchant 17 personnes influentes dont des maires, préfet, sous-préfet et un ministre
	1.2.3.2. Tenue des journées de reboisement dans les secteurs: Thionokh, Gallet, Mbonaye1, Kossas, Woyndou Makam, Tékingué et Badagor	7	7	Permanant de planter 13700 plants avec la participation de 161 acteurs de la société civile dont 25 femmes des membres des GCIC et UP des secteurs respectifs
	1.2.3.3. Les tournées de partage et d'échanges et de diagnostic au niveau des UP	8	8	Touchant 118 personnes dont 16 femmes
	A.1.2.4 .Tenue de rencontres de coordination des GCIC	12	12	Chacun des trois (3) GCIC a tenu quatre (4) réunions de coordination trimestrielles
	A. 1.2.5.Tenue de forums annuels de bilan et de prospective pour les GCIC	1	0	Elle n'a pas pu se réaliser à cause des restrictions liées à la pandémie de covid 19

	A.1.2.6.Mobilisation des médias locaux autour des défis de changement en gouvernance des ressources pastorales	8	18	Hormis les deux (2) émissions liées au pastoralisme comme la lutte et prévention des feux de brousse, il s'est ajouté celles (au nombre 16) liées à la connaissance de la pandémie de covid19 et sur les mesures barrières
	A.1.2.7.Réalisation et diffusion d'un documentaire audiovisuel sur le projet	1	0	Le processus de réalisation est entamé
Objectif spécifique 02 : Contribuer à l'amélioration de la gouvernance des UP et au renforcement des capacités institutionnelles et techniques des organisations locales des communautés pastorales du département.				
R.2.1. Un modèle performant de gouvernance des UP est expérimenté et validé par les acteurs territoriaux.	A.2.1.4.Capitalisation continue des processus de renforcement de la gouvernance de l'UP pilote	1	1	Le processus est entamé
	A.2.1.3. Appui à la mise en œuvre du PAP de l'UP pilote		17	
	2.1.3.1. Restitution/validation du Plan Stratégique annuel de l'UP	1	1	Elles ont enregistré 28 participants dont 03 Femmes
	2.1.3.2. Rencontres de Partage et validation du Plan de Gestion (PG), du Règlement Intérieur (RI) et du Code Local (CL) avec l'UP pilote (Woyndou Makam	3	3	Cette rencontre enregistré 83 participants (dont 27 femmes repartis et 20 jeunes
	2.1.3.3. Rencontre de restitution et d'adoption des propositions issues de la révision du plan de gestion de l'UP	1	1	19 participants dont 4 femmes
	2.1.3.4. Atelier du Conseil Municipal de Oudallaye pour la validation et délibération du plan de gestion (PG) de l'UP Woyndou Makam	1	1	Ce sont 37/46 conseillers municipaux soit plus de 80% des CM ont validé et délibéré le PG de Woyndou Makam en présence du Maire et du sous-préfet de Vélingara Ferlo
	Atelier de conception d'un plan de travail annuel (PTA) de l'UP Woyndou Makam	1	1	Ce sont 24 membres dont 7 femmes ont participés a cet atelier
	2.1.3.5. Formation des membres de la commission d'accueil des transhumants (CAT) sur leurs rôles et responsabilités	1	1	Touchant quatre(4) membres de la CAT contre les six (6) que compose la commission dont tous des hommes

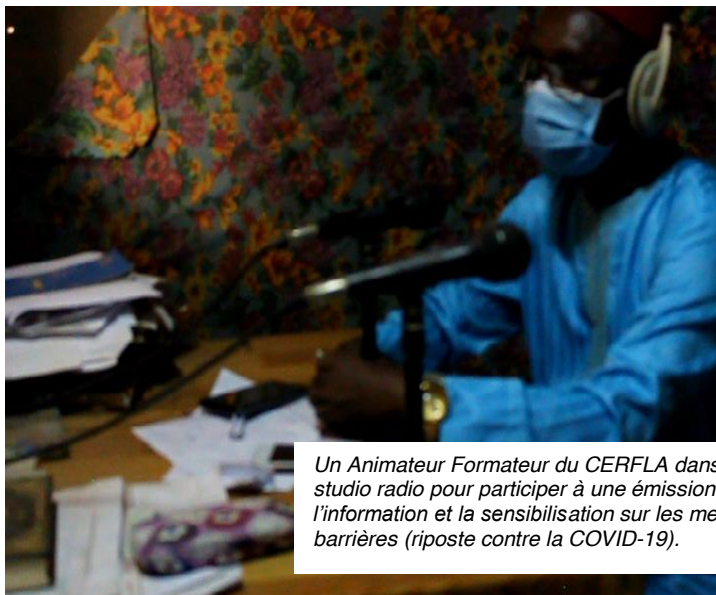
	2.1.3.6. Formation des membres de la commission santé animale sur leurs rôles et responsabilités	1	1	Les (6) membres de la commission dont tous des hommes ont pris part à la formation
	2.1.3.7. Atelier de coproduction et de formation sur le remplissage d'une fiche de recensement des populations et du cheptel de l'UP Woyndou Makam	1	1	Touchant 14 personnes dont une (1) femme
	Formation des membres de la commission de protection de l'environnement sur leurs rôles et responsabilités	1	1	Sept (7) participants constitués des six (6) membres de la commission de protection de l'environnement et le président de l'UP pilote
	2.1.3.8. Formation des membres de la commission de l'alimentation du bétail sur leurs rôles et responsabilités	1	1	(6) membres de la CAB dont une (1) femme
	2.1.3.9. Mise en place d'un l'EVEAC	1	1	vingt-quatre (24) acteurs dont huit (08) Chefs de villages, des Chefs de secteur, du bureau exécutif de l'UP, du Président de l'ASUFOR de Woyndou Makam, des représentants des jeunes et des femmes ont été rencontré dans le processus de mise en place de l'EVEAC
	2.1.3.10. Visite d'échange à l'EVEAC de Bardiel dans la commune de Labgar	1	1	Au total 25 acteurs du pastoralisme dont 10 femmes ont pris part à la visite
	2.1.3.11. Visite d'échange à l'UP de Kawral de Younoufé dans la commune de Labgar	1	1	Au total 20 participants dont 1 femme ont pris part à cette visite dont dix (10) du côté l'UP pilote constitués des membres du bureau de l'UP et les présidents des quatre (4) commissions
	2.1.3.12. Formation sur la gestion et prévention de conflit	1	1	16 des membres de l'UP dont 2 femmes ont été formés
	2.1.3.13. Formation sur la gestion du pâturage	1	1	Au total 13 participants ont été enregistrés dont 4 femmes réparties comme suit : 5 membres de la commission environnement, 5 membres de la commission alimentation du bétail et 3 membres du bureau de l'UP
	2.1.3.14. Formation sur la résilience aux impacts du Changement climatique	1	1	21 membres de l'UP pilote dont une (1) femme ont pris part à la formation
	2.1.3.15. Formation des membres sur la gestion administrative et financière (GAF)	1	1	12 participants dont une (1) femme ont été capacités

	2.1.3.16. Formation des membres de l'UP en décentralisation foncier pastoral et gestion des ressources pastorales	1	1	Au total 21 personnes dont 6 Femmes ont pris part à la formation
	2.1.3.17. Elaboration d'une convention locale de l'UP pilote Woyndou Makam	1	1	
	A.2.1.5. Elaboration d'un Guide Méthodologique de renforcement de la gouvernance d'une UP	1	1	document en cours de validation
R.2.2. Une organisation locale faitière de la communauté pastorale est techniquement capable de consolider les acquis du projet et de les étendre sur l'ensemble du territoire départemental.	A.2.2.3. Appui à la mise en œuvre du PAP de l'organisation faitière		19	Ces activités ont été dominées par les séances de sensibilisation
	2.2.3.1. Ateliers de formation sur l'Organisation et la Dynamique Communautaire de l'UP Woyndou Makam			Ce sont 197 participants dont 37 femmes ont été formés sur la DO
	2.2.3.2. Formation sur la Gestion et prévention de Conflits	1	1	24 participants dont une (1) femme constitués des chefs des villages, les membres de bureau exécutif de l'association kawral de Younouféré et les conseillers municipaux ont pris part à la formation.
	2.2.3.3. Tournées de sensibilisations sur le fonctionnement d'OCB et UP	3	3	Ce sont 84 acteurs de la société civile dont 33 femmes à Woydou Makam, Hodioldio et Diaby ont été rencontrés
	2.2.3.4. Sensibilisation sur la lutte contre les feux de brousse	1	1	Ces rencontres ont touché 74 acteurs pastoraux dont 31 femmes à UP Younouféré et Nawré.
	2.2.3.5. Sensibilisation sur l'application de plan de gestion	2	2	96 acteurs pastoraux dont 20 femmes dans le secteur de Darou Néma et Gassé Diabé ont été sensibilisés sur l'application du plan de gestion
	2.2.3.6. Sensibilisation sur les codes: forestier, élevage et eau	3	3	85 acteurs du pastoralisme dont 15 femmes up de younoufere ont pris part à la sensibilisation sur ces codes
	2.2.3.7. Info/Sensibilisation des unités pastorales de Lougré Thiolly, Badagor et Kossas sur la dynamique organisationnelle	3	3	73 personnes ont été sensibilisées à travers ces caravanes dont 67 hommes et 6 femmes
	2.2.3.9. Rencontres annuelles des unités pastorales des communes d'Oudallaye, Lougré Thiolly et Vélingara-Ferlo	9	9	226 personnes de la société civile dont 191 Hommes et 35 femmes avaient participé aux différentes rencontres

	2.2.3.10. Activités de reboisement des champs agricoles et jardins maraichers des groupements de femmes	1000	1000	
	2.2.3.11. Rencontre avec le maire et des conseillers municipaux de la commune d'Oudallaye	1	1	
	2.2.3.12. La mise place de Groupes d'Epargne et de Crédit dans de six (6) GPF	6	6	
	2.2.3.13. Entretien de pare feu	1	1	
	2.2.3.14. Séances d'info/sensibilisation sur la démocratie participative Transhumance de l'espace Naouré	4	4	82 acteurs du pastoralisme dont 26 femmes ont été touchés par ces sensibilisations
	2.2.3.15. Sensibilisation sur la santé animale	5	5	130 personnes ont pris part à ces séances de sensibilisation dont 38 femmes
	2.2.3.16. Redynamisation de sections villageoises	8	8	192 personnes dont 88 femmes ont pris part à ces ateliers
	2.2.3.17. Sensibilisation sur les feux de brousse	5	5	114 acteurs du pastoralisme ont pris part à ces séances d'info/sensibilisation dont 29 femmes
	2.2.3.18. Organisations de 8séances d'info/sensibilisation (dynamique organisationnelle des GPF membres OCB Kawral Younouféré)	8	8	121 femmes ont pris part aux séances d'info/sensibilisation
	2.2.3.19. Rencontres d'échanges autour de l'unité transformation des Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL).	3	3	66 femmes ont participé à ces rencontres
Activités Covid 19	Distribution de quatre (4) thermo flashes	4	4	
	Distribution de 30 kits alimentaires	30	30	Composé de 3000kg de riz (soit 3T), 300 litres d'huile, 300kg de sucre (soit 0.3 tonne) et 30 paquets de savon de 18 morceaux chacun
	Réalisation de 16 émissions radios sur la maladie de covid19 et les mesures barrières	16	16	Radio communautaire de Ranérou et de Vélingara Ferlo

Observations : Globalement pour l'année, à l'exception des activités reportées et qui constituent des activités de processus ou continues, les prévisions sont toutes réalisées voire même dépassées pour certaines par exemple la mobilisation des médias locaux autour des défis de changement en gouvernance des ressources pastorales. Ce résultat est imputable d'une bonne planification au préalable des activités de terrain tout en tenant compte des contraintes qui s'y imposent. Egalement leur appropriation par les bénéficiaires du projet dans la zone d'intervention.

QUELQUES PHOTOS ILLUSTRANT LES RÉALISATIONS EN 2020



Un Animateur Formateur du CERFLA dans un studio radio pour participer à une émission sur l'information et la sensibilisation sur les mesures barrières (riposte contre la COVID-19).



Bélier appartenant à une femme de l'OCB FJEA active dans la pratique de l'embouche à Tordione.

Jardin maraîcher individuel d'une femmes de Tordione membre de l'OCB FJEA.



Carnets de recensement des enfants ne disposant pas de bulletins de naissances remis aux Chefs de villages par l'ASCOM de la commune de Labgar pour les aider à en avoir notamment lors des audiences foraines de les recenser.

Confection de planche



Séance de compostage à Labgar après la formation sur les techniques en maraîchage



SWEETY & MEMORY



Fabrique de bio-pesticide

Parcelle de Neema de l'UTL de Dodji en octobre et novembre 2019.



La parcelle de Neema de l'UTL octobre 2020.



Ces photos montrent l'engagement des femmes dans la culture fourragère. Les deux (2) premières photos montrent le terrain nu de la FGPF en 2019 et la troisième l'évolution de la parcelle de démonstration avec les plantes fourragères en 2020.



Production issue d'un jardin maraîcher individuel à Tordione

Les produits vendus à la première récolte au mois d'avril 2020 :

- Chou : 15.500f
- Auberge : 5.000f
- Navet : 3. 000f
- Nana (Menthe) : 20. 000f
- Tomate : 8.500f
- Salade : 10.500f





Lait frais et produits laitiers issus de la transformation suite à une formation à DIRFEL Barkédji.



Plant eucalyptus reboisé en 2019 à Tordione



Plant eucalyptus reboisé en 2020 à Dodji





Vente du jujube (produit forestier non ligneux) à Baldièl



Classe d'alphabétisation à Baldièl (Labgar)